

III. ASIE DU SUD-EST, EXTRÊME-ORIENT, PACIFIQUE

L'Asie orientale⁵⁹ reste à la fois un grand centre de production d'opiacés et de stimulants synthétiques et un vaste marché de consommation. La Birmanie, en dépit de campagnes de lutte antidrogues (en 1997 et 1998) destinées avant tout à l'opinion internationale, reste le deuxième producteur mondial d'opium et le premier d'héroïne. Les mêmes laboratoires, sous le contrôle de trafiquants, des minorités ethniques ou de l'armée birmane, produisent également de l'amphétamine. L'isolement croissant du pays sur la scène internationale et ses difficultés économiques, qui tiennent autant à l'incurie de la dictature militaire qui la dirige qu'à l'impact de la crise financière asiatique, donnent à penser que la dictature militaire n'est pas prête à renoncer aux profits qu'elle tire de la drogue. Un des indices les plus significatifs à cet égard est la latitude laissée aux héritiers de Khun Sa pour investir dans divers secteurs économiques qui, en outre, peuvent être utilisés pour acheminer la drogue ou blanchir les profits qu'elle permet : compagnies de transport, hôtels ou casinos.

La production birmane a en outre un effet d'entraînement sur les pays voisins. Les productions d'opium sont à la hausse au Laos où la production locale et le transit de l'héroïne bénéficient à la fois de protections de la part de certaines autorités et de l'existence d'une rébellion redevenue active depuis deux ans. Des laboratoires, parfois mis en place par des groupes birmans, produisent de l'amphétamine. On observe également une tendance à la diversification des productions dans plusieurs pays d'Asie du Sud-Est et d'Extrême-Orient (Birmanie, Thaïlande, Laos, Chine, Indonésie), les drogues de synthèse s'ajoutant souvent à l'héroïne. La production et le trafic sont favorisés dans la plupart de ces pays par la corruption qui existe à tous les niveaux. La Chine, source de précurseurs chimiques, en particulier d'éphédrine, pour les laboratoires de stimulants synthétiques du monde entier, est devenue à son tour un important producteur de ces produits, y compris de l'ecstasy. D'autres pays, comme l'Australie et le Japon, sont essentiellement des marchés de consommation ciblés par les organisations internationales du trafic au moyen de leurs relais locaux.

⁵⁹ Dans le rapport *La géopolitique mondiale des drogues (1995-1996)* ont été traités : la Birmanie, le Cambodge, le Vietnam, la Chine et Hong Kong.

BIRMANIE

A la fin de l'année 1997, la dictature militaire birmane a changé de nom : de State Law Order and Restoration Council (SLORC), elle s'est transformée en State Peace and Development Council (SPDC). La mise à l'écart de plusieurs généraux (certains étant arrêtés ou placés en résidence surveillée) ou le changement d'affectation de certains d'entre eux a marqué ce qui ressemble davantage à un ravalement de façade qu'à un changement de l'orientation du régime. A cette occasion, le général Khin Nyunt, patron des services de renseignements et homme fort du régime, a encore renforcé son pouvoir. A ceux qui étaient impatients de savoir quel serait l'impact de la reddition de Khun Sa, en janvier 1996, en matière de trafic de drogues, Khin Nyunt avait répondu que rien ne pourrait réellement changer dans l'année en cours, mais que les résultats se feraient sentir au cours des années suivantes.

Mis à part quelques opérations de destruction de cultures ou des saisies de drogues, spectaculairement mises en scène par les militaires, force est de constater, au milieu de l'année 1998, que la Birmanie non seulement reste l'un des deux premiers producteurs d'opium et d'héroïne dans le monde, mais que la fabrication des drogues de synthèse ne cesse d'y prendre de l'ampleur. Le seul succès dont pourrait se targuer la junte, c'est l'intégration des barons de la drogue à la communauté des affaires birmanes. Tous les principaux trafiquants ont en effet rallié la dictature sous la bannière d'une réconciliation nationale avec les minorités ethniques qu'ils sont censés représenter. De Lo Hsing-Han à Khun Sa, en passant par Lin Ming Xian et les chefs du Kokang, tous bénéficient du statut d'honorabilité que leur confère le privilège d'investir dans les grands projets d'infrastructure du pays. Mais c'est évidemment la conversion de Khun Sa qui est la plus spectaculaire.

«Les affaires» de la famille Khun Sa

Selon des sources qui ont récemment rencontré Khun Sa à Rangoon dans la résidence qui a été aménagée pour lui sur le domaine des services secrets de l'armée à Yay Kyi Aing, près de l'aéroport de la ville, ses affaires ont été prises en main par ses enfants. Sa seconde fille, âgée de 36 ans, surtout connue sous son nom chinois de Mee Dawn (appelée aussi Kanitha Changtrakul en thaï), gère l'empire financier de la famille et s'assure que le vieil homme ne dépense pas trop d'argent pour ses quatre nouvelles concubines. Son troisième fils, nommé Sam Seun en shan (Pairot Changtrakul en thaï), s'est installé à Tachilek, en face de la ville thaïlandaise de Mae Sai. Il a obtenu une licence pour bâtir et diriger un complexe touristique comprenant un hôtel de 200 chambres, un casino et toutes les installations nécessaires à la distraction des touristes. Le coût total des travaux s'élèverait à quelque 20 millions de dollars. Sam Seun fait d'incessants aller-retour entre Rangoon, Mandalay et la ville minière (jade) de Hpakan, dans l'État kachin. Le deuxième fils de Khun Sa, Sam Heung (Patai Changtrakul) est en train de négocier un contrat pour bâtir un autre casino sur une île, dans l'archipel de Mergui dans la province de Tenasserim, au sud-est de la Birmanie (selon d'autres sources, ce serait Sam Seun qui serait chargé de cette affaire). Un quatrième fils, dont on ne connaît que le nom thaï, Paisal Changtrakul, est dans le commerce de rubis et saphirs à Mogok, au nord-est de Mandalay. Peu après l'accord entre Khun Sa et l'armée, un petit siège commercial loué par la compagnie *The Good Shan Brothers International* est devenu la raison sociale de la famille Changtrakul. Désormais, c'est l'armée qui protège les anciennes raffineries d'héroïne de Khun Sa dans la région de Ho Mong.

Des sources shan, proches de la résistance nationaliste (SURA, SSNA) issue de l'éclatement de la Mong Tai Army (MTA) de Khun Sa, confirment par exemple l'existence de sept raffineries d'héroïne

dispersées le long de la frontière thaïlandaise entre Ho Mong et Piang Luang. Elles sont gérées par d'anciens membres de la MTA, liés au gouvernement, et opèrent soit pour le compte de Khun Sa, soit en association avec lui. Deux d'entre elles, situées à Mong Keng et Wan Phalay, seraient sous la supervision d'un chef de milice locale, lui-même associé au général Tin Oo, deuxième secrétaire du SPDC. Mais un autre seigneur de la drogue, Lin Ming Xian, qui opère dans les collines au sud-est de Kentung et qui a également passé un accord de cessez-le-feu avec la junte militaire, a permis aux Changtrakul d'installer sept laboratoires d'héroïne et d'amphétamine dans sa zone. Liés à l'empire financier des Changtrakul, on trouve l'oncle de Khun Sa, Khun Hseng (connu depuis longtemps en Thaïlande sous le nom de Ronald Chang) – dont la source du correspondant de l'OGD affirme qu'il est «beaucoup plus riche que Khun Sa lui-même» – et l'ancien chef d'état-major de Khun Sa, Chang Shuchuan, un ex-officier mandchou du Kuomintang. Bien que condamnés par des tribunaux aux États-Unis pour leur participation active au trafic de l'héroïne dans le Triangle d'or, ces derniers investissent dans l'immobilier à Rangoon et sont très liés avec des hommes d'affaires étrangers, principalement des Taiwanais.

Les Wa ne tombent pas dans le piège

A la fin du mois d'octobre 1997, une dépêche de l'agence *Reuters* de Bangkok évoquait, de source thaïlandaise, l'arrivée d'un fort contingent de l'armée wa (UWSA) dans la région de Mong Pan qui était une zone contrôlée par Khun Sa avant sa reddition. Cette dépêche expliquait que cette occupation du terrain par l'armée wa avait contrecarré l'intention du gouvernement birman de s'attaquer à la production d'opium dans cette région de l'État shan. Des sources locales de l'OGD affirment au contraire que cette zone a été investie par des milliers de soldats birmans, et que ces troupes se consacrent de plus en plus activement à la protection des raffineries et des routes d'exportation de l'héroïne. C'est en particulier le cas à Loi Khi Lek, le plus important complexe de raffinage près de la frontière thaïlandaise, autrefois sous la protection de Khun Sa et dont les opérateurs ont loué les services des soldats pour protéger les laboratoires. Des réfugiés en provenance de la zone de Mong Pan, qui venaient de franchir la frontière thaïlandaise, ont déclaré que les militaires leur ont répété durant des mois de cesser de cultiver le riz et les haricots pour se consacrer au pavot. La saison humide des semailles étant sur le point de commencer dans le Triangle d'or, de nombreux paysans se sont enfuis pour échapper à ces pressions des militaires. Certes, les Wa sont investis dans le trafic, mais leurs raffineries se trouvent sur leur propre territoire, le long de la frontière chinoise, ainsi que dans une enclave au nord de Fang sur la frontière birmano-thaï, très loin de Mong Pan. La dépêche constitue sans doute une tentative de détourner l'attention du fait que l'armée birmane est plus que jamais investie dans le trafic d'héroïne.

En revanche, le SPDC vient de renouveler une demande, qui s'était avérée infructueuse à la fin de 1996, aux troupes de l'United Wa State Army (UWSA) : l'abandon de leur implantation sur la frontière birmano-thaïlandaise et leur repli sur leurs territoires du nord. Il s'agit d'abord pour Rangoon de poursuivre la politique visant à améliorer son image à l'extérieur en retirant du devant de la scène ses alliés les plus encombrants, nouvelles cibles des Américains après la «reddition» de Khun Sa. D'autre part, l'enclave frontalière, baptisée «Commandement sud» par l'UWSA, est une zone économiquement stratégique qui permet en particulier de contrôler les filières de l'héroïne vers la Thaïlande et le Laos et celles, en pleine expansion, de la méthamphétamine destinée aux marchés asiatiques. Il s'agit d'un large secteur de l'État shan, où il n'existe pas de population wa, que l'UWSA a fortifié sur les massifs du Doi Sam Sao et du Doi Loi Lem ainsi que dans la vallée de la rivière Yawn et le massif du Doi Mak-on. Bien loin d'obéir aux injonctions de la junte birmane, durant l'année écoulée, plus de 10 000 montagnards wa sont arrivés dans le sud en provenance de leurs montagnes de la frontière sino-birmane. Ils se sont vu

attribuer des terres dans la vallée de Mong Yawn. Le but de ce transfert de population est de peupler ce secteur de l'État shan de populations de la même ethnie que l'UWSA. Bien que la plupart des nouveaux colons soient des civils, ils sont nombreux à porter des armes.

Le Commandement sud, appelé aussi Division 361, est dirigé par un baron de la drogue, Wei Shao Kang, qui assure la logistique des troupes wa dans ce secteur en échange de la protection de son narcobusiness. Bien qu'intégré à l'organisation wa, Wei Shao Kang est un Chinois lié aux réseaux issus du Kuomintang qui ont réussi à survivre en nouant d'abord des liens avec l'ex-Parti communiste birman (PCB) dont les troupes étaient essentiellement composées de Wa. Le PCB s'est désintégré en 1989 et a donné naissance à des groupes de filiation purement ethnique qui ont compensé l'arrêt des aides militaires et financières chinoises par un développement intensif du trafic de drogues. Bien que les Wa aient signé, dès 1989, un cessez-le-feu avec la junte birmane, les relations entre les deux camps sont toujours restées tendues. Le gouvernement birman a massé, en décembre 1997, des milliers de soldats face aux positions wa, puis a convoqué Wei Shao Kang à Rangoon. Ce dernier se serait vu offrir un statut équivalent à celui de Lo Hsing-Han et de Khun Sa : une résidence luxueuse dans un quartier de grand standing de Rangoon et la possibilité d'investir dans des activités légales que, comme les deux autres barons de la drogue, il pourrait gérer à sa convenance. En échange, il devait s'engager à obtenir le repli de toutes les troupes wa stationnées dans l'État shan (au sud du pays) en direction de leur territoire du nord, le long de la frontière chinoise, afin qu'elles deviennent moins voyantes.

La réaction des Wa à ce qu'ils ont considéré comme une mise en demeure fut très vive : ils ont immédiatement acheminé des renforts du nord pour faire face aux Birmans. Le président de l'UWSA, Pao Yo Chang (alias Ta Pang), et son chef d'état-major, Li Zi Ru, quittaient leur Q.G. de Panghsang dans le nord pour le Loi Lem à la frontière thaïlandaise, où ils étaient rejoints par des chefs militaires du Commandement sud : Ta Sai Tang, commandant des forces spéciales wa et Ni Kap, commandant de la Division 171. Accompagnés par une escorte transportée dans 14 camions, ils ont organisé plusieurs réunions avec le commandement militaire birman dans la ville de Mong Hsat et dans la base militaire du Sam Sao. A l'issue de ces discussions, les dirigeants wa ont obtenu de maintenir leurs bases dans le sud jusqu'à la fin de 1998.

Bien que Wei Shao Kang ait conservé pour l'instant le commandement de la Division 361, les pressions des militaires birmans pourraient cependant avoir rendu plus aigus les conflits internes, dont témoignent un certain nombre d'incidents, existant entre deux factions du Commandement sud. Un convoi acheminant une grande quantité de méthamphétamine, sous contrôle d'un commandant militaire du nord, Ta Kat, rattaché à Li Zi Ru, a été intercepté par une unité wa de la Division 361. Début janvier 1998, Sai Pao, officier de liaison de l'UWSA, basé en Thaïlande, a été assassiné lors de la cérémonie de mariage de la fille d'un ancien prince wa appartenant à une faction rivale de l'UWSA. Dans la perspective de l'échéance fixée par le SPDC, il faut s'attendre à de nouveaux développements des conflits internes qui divisent les Wa et opposent ces derniers à la junte birmane tout au long de l'année 1998.

La volonté de l'état-major de Panghsang d'implanter une colonie wa dans le sud de l'État shan montre que l'UWSA entend conserver le contrôle de ce secteur producteur des drogues destinées au lucratif marché thaïlandais. Les laboratoires des Wa produisent plus de deux millions de pilules de stimulants synthétiques par mois, en particulier de l'ecstasy, destinées aux 250 000 consommateurs thaïlandais. Cette dernière drogue provient de laboratoires installés dans le Sam Sao, proche de la vallée de Mong Yawn. Le prix d'une pilule d'ecstasy (appelée *Yaa-ee*) ne vaut que 500 bahts alors qu'elle en valait le double lorsqu'elle était importée des Pays-Bas.

La «Zone libre des 3 G»

Le ministre de l'Intérieur birman, le colonel Tin, a demandé à la communauté internationale d'appuyer sa «guerre à la drogue» au cours d'un séminaire qui s'est tenu à Rangoon à la fin du mois de mars avec le soutien du Japon et la participation des représentants de 21 pays. La junte militaire affirme en effet avoir réduit les superficies plantées de pavot et durci la répression du trafic d'héroïne. Simultanément, dans le nord-est de l'État shan, les anciens chefs rebelles qui ont passé des accords avec le gouvernement et bénéficient parfois de projets financés par le PNUCID ont proclamé «libérés de l'opium» les territoires qu'ils contrôlent.

Qu'ils aient réellement détruit quelques champs ou qu'ils les aient simplement «éloignés» des regards indiscrets, de nombreux témoignages concordants permettent d'affirmer qu'ils sont parallèlement devenus les nouveaux barons de la drogue et sont encouragés par le pouvoir militaire birman à investir leurs revenus dans les infrastructures et les projets de développement du pays. Autre illustration de cette stratégie du double langage de la junte : Khin Nyunt, l'homme fort du régime, a inauguré en grande pompe en mars 1997 le musée de «Rédemption de l'opium» à Mong La. Principale ville de la Région spéciale N° 4, à l'est de l'État shan près de la frontière chinoise, elle est le fief de Sai Lin, l'un des barons de la drogue associé de Khin Nyunt. Le musée illustre l'histoire de l'opium, de l'héroïne et de la morphine et les «efforts» pour les supprimer dans cette région. Khin Nyunt, dans un discours fleuve prononcé à cette occasion, a fait l'éloge des mesures prises par Sai Lin pour fournir des sources alternatives de développement à la région et à vilipendé au passage les Américains pour n'en avoir pas tenu compte en maintenant la Birmanie sur la liste infamante des pays «décertifiés». Pour illustrer les succès économiques de son hôte, il a également évoqué le pactole laissé par les 500 000 touristes chinois qui visiteraient annuellement Mong La, en oubliant de mentionner qu'ils sont avant tout attirés par le casino flambant neuf édifié par Sai Lin et qui offre, dans ses nombreuses salles de jeu, des dizaines de tapis verts et quelque 200 machines à sous très sophistiquées. Cependant, selon des sources locales, les infrastructures hôtelières de la bourgade sont loin de pouvoir répondre au flux annoncé par Khin Nyunt de plus de 1 300 touristes par jour. Ce dernier a donc délibérément gonflé le chiffre d'affaires potentiel d'une entreprise qualifiée par ces mêmes observateurs de «formidable usine à blanchir l'argent de la drogue». Celui-ci reste en effet le principal moteur économique de la Région spéciale N° 4 où Sai Lin contrôle toutes les activités juteuses : trafics de toutes natures – héroïne, exportation illégale en Chine de véhicules venant de Thaïlande, armes, émigrants chinois clandestins – sans oublier le jeu et la prostitution. Des night clubs et dancings remplis de filles et un théâtre de travestis complètent en effet la panoplie des divertissements offerts par Mong La, au point qu'un résident décrit la ville comme la «Zone libre des 3 G», pour *Girls, Gays and Gambling*. Enfin, le secteur de l'ex-division 815, qui a repris son ancien nom de Région spéciale N° 4, du fait de sa position stratégique (à la frontière de la Chine, du Laos et à proximité de l'immense marché thaïlandais), est devenu la principale zone productrice d'amphétamine en Birmanie.

Afin de gérer les trafics dans le cadre de leur rhétorique antidrogues, la politique des militaires est d'imposer désormais un profil bas à leurs alliés trafiquants en évitant qu'ils ne se livrent aux provocations dont Khun Sa était friand du temps de sa splendeur. Ainsi, les clans du Kokang, dirigés par Yang Mu An, Pheung Kya Shin et Liu Go Shi, ont abandonné leurs prérogatives territoriales à l'armée birmane tandis que la Myanmar National Democratic Alliance Army (MNDAA) de Yang Mu An lui rendait massivement ses armes. Un responsable Wa de l'UWSA constate d'ailleurs avec amertume que tous ces seigneurs de la guerre ont préféré concéder une certaine forme de suzeraineté à l'armée birmane pour mieux continuer leur narcobusiness. La région du Kokang a aussi largement développé ses activités

dans l'amphétamine et les drogues de synthèses, dont l'ecstasy qui est désormais produite localement. Si un processus de substitution est en cours, ce n'est pas tout à fait celui qu'espéraient les agences internationales.

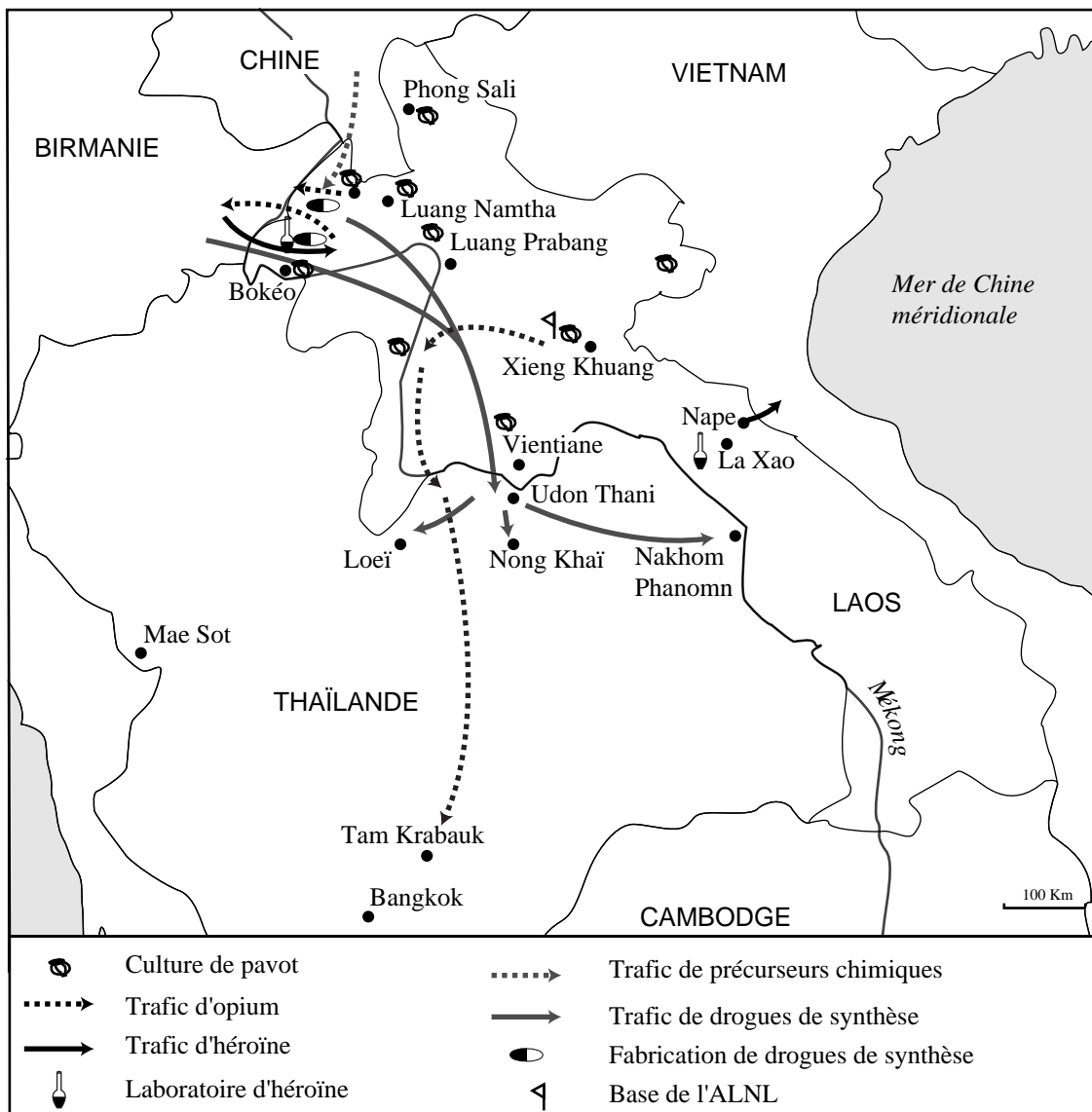
LAOS

Le Laos pourrait retrouver, dans un avenir proche, le rôle de plaque tournante des drogues qui était le sien à l'époque des guerres d'Indochine et du Vietnam. En effet, ce pays est d'ores et déjà le troisième producteur mondial d'opium après l'Afghanistan et la Birmanie (le quatrième si on prend en compte les productions détournées du marché licite en Inde) et c'est un pays enclavé entre des pays producteurs, transformateurs ou de transit : la Birmanie, la Chine, le Cambodge, la Thaïlande et le Vietnam. Le Laos est, en outre, un des pays les plus pauvres de la planète dont 80 % de la population réside dans des zones rurales souvent peu accessibles. L'ouverture en direction de l'économie de marché lancée en 1986 sous le nom de "Nouveau mécanisme économique" s'est effectuée sans que le pays y soit réellement préparé et elle n'a pas bénéficié à de nombreuses régions rurales, en particulier celles du Nord, tout en créant de nouveaux besoins. Le rapport annuel du Département d'État américain de 1998, pourtant très enthousiaste à l'égard d'un gouvernement qui a passé des accords avec lui pour lutter contre la drogue, note que "la corruption existe au plus haut niveau et se généralise à l'échelon moyen ou local des autorités (province, district)". Enfin, les actions de la guérilla hmong, qui se finance à travers la vente de l'opium, s'intensifient depuis 1997.

Opium : de l'autoconsommation à l'exportation

Selon les estimations du PNUCID – qui sont généralement inférieures à celles des États-Unis en ce qui concerne le Laos, mais qui s'en rapprochent pour l'année 1997 – la production d'opium aurait été, l'année dernière, de 128 tonnes. Sans atteindre le niveau record de la fin des années 1980 (de 4 000 à 50 000 hectares), les surfaces semées de pavot seraient passées de 21 000 ha en 1996 à 28 000 ha en 1997. On note désormais une tendance à cultiver en moyenne altitude (500-600 mètres) et sur des terrains plats. La production a pourtant baissé : elle était de 140 t en 1996. Mais ce sont les effets climatiques d'El Niño qui ont provoqué une sécheresse exceptionnelle.

L'équipe de la DEA basée à Udon Thani, en Thaïlande, affirme que l'opium est produit dans dix provinces du nord-Laos par 68 000 familles. A l'intérieur de cet espace, elle observe un renversement de tendance : alors que les surfaces cultivées sont en régression dans le nord-est (provinces de Huaphan et Xien Khuang), elles augmentent dans le nord-ouest (provinces de Phong Saly, première région productrice et la plus difficile d'accès, de Luang Namtha et de Bokéo). Le rendement, deux fois moins élevé au Laos qu'en Birmanie, est d'environ 6 à 7 kilogrammes par hectare (et même 5 kg selon le PNUCID), "parce qu'on n'utilise pas encore d'engrais chimiques ni les techniques modernes d'irrigation", précise le responsable de la lutte antidrogues de l'ambassade des États-Unis. Mais il ajoute : "le potentiel est grand, peut-être supérieur au rendement birman. Avec le recours à des techniques modernes, retardées jusqu'à présent en raison de la difficulté d'accès aux régions de culture comme Phong Saly, au nord, le rendement à l'hectare pourrait tripler".



© OGD 1998

Carte V : Production et trafic de drogues au Laos

Selon le gouvernement laotien, les 2/3 de la production d'opium sont fumés sur place ou utilisés dans la pharmacopée. Cependant, selon un diplomate occidental interrogé par le correspondant de l'OGD, depuis 1996, la tendance s'est inversée : la plus grande partie de l'opium est désormais destinée à l'exportation. La production serait plus élevée dans le bassin du Mékong que dans les zones de l'Est qui longent la frontière vietnamienne.

Si le pavot tend à devenir une culture de rente, c'est que, selon un ingénieur agricole de Luang Prabang, comme les cultures de riz, café, champignons ou l'élevage de porcs financés par le PNUCID ne font pas l'objet d'un suivi suffisant, leurs résultats ne sont guère probants. Il est vrai que les déplacements des techniciens sont entravés par les problèmes de sécurité qui interdisent l'accès à de nombreuses provinces. A cela s'ajoutent les difficultés actuelles de la compagnie d'aviation nationale dont l'unique *Boeing* a été saisi pour dettes à Bangkok et qui utilise désormais des avions à hélice antédiluviens. Ainsi, une visite de trois jours d'un expert du PNUCID dans la province de Luang Namtha suppose au moins dix jours de voyage via la Thaïlande.

Un trafic transfrontalier très intense

L'ouverture des frontières communes au sein des pays de l'ANSEA facilite les trafics, d'autant plus que celles du Laos sont extrêmement longues et que l'absence d'infrastructures, de personnel et de ressources ne permet de contrôles que dans les zones habitées ou sur les rares routes. Mettant à profit cette situation, les filières des drogues, notamment chinoises, ont pu s'implanter à partir de la Birmanie, voisine occidentale, et redonner au Laos son rôle "naturel" de route de transit vers le Cambodge et le Vietnam, sur laquelle il déverse au passage sa propre production.

Un expert, qui a participé à la réunion du mini-groupe de Dublin (instance informelle qui regroupe les pays de l'OCDE) le 18 mai à Vientiane, affirme que des camions militaires vietnamiens entrent au Laos par le poste-frontière de Na Pe, dans la province de La Xao, pour prendre livraison de l'héroïne produite dans les laboratoires de la région. Ce poste-frontière a été ouvert par le général Tchen, connu comme le «Khun Sa laotien», alors qu'il était directeur de la société *Phu Doi* en charge de l'exploitation forestière du nord. On dit qu'il utilisait les véhicules de la société qui traversent chaque jour le pays d'est en ouest et du nord au sud pour faire transiter la drogue destinée à l'exportation. La réputation sulfureuse du général Tchen n'a pas empêché sa promotion au poste de ministre du Tourisme pour préparer l'année du tourisme au Laos qui aura lieu en 1999. Il a été remplacé à la tête de *Phu Doi* par le général Phoumi.

Par ailleurs, un témoin rencontré par le correspondant de l'OGD affirme avoir vu, en avril 1997, des membres des tribus des minorités ethniques kul et akkha se rendre dans le nord de la province de Luang Namtha, sur les rives du Mékong, et livrer aux militaires birmans postés sur l'autre rive des cargaisons d'opium destinées à un laboratoire local, vendues entre 500 et 800 dollars les 10 kg. Le paiement s'effectue en anciennes piastres datant de l'occupation française dont la valeur tient au poids d'argent. Un médecin a témoigné avoir croisé sur un sentier, quelques mois plus tôt, une caravane de 20 mules chargées d'opium marchant en direction de Luang Prabang.

Le trafic en provenance de Birmanie semble s'effectuer plus généralement par voie fluviale sur le Mékong au bord duquel se trouve Luang Prabang. Diverses sources coïncident pour affirmer que cette ville est devenue le centre du transit des drogues au Laos. En décembre 1997, des policiers vietnamiens ont participé à l'arrestation de 22 personnes impliquées dans un trafic d'héroïne entre la Birmanie et le Vietnam.

À cela s'ajoutent les réseaux de la guérilla hmong. Depuis sept mois, les accrochages paraissent s'intensifier aux abords de la route N°7 qui mène à l'est dans le Xieng Khuang, près du Mont Phu Bia, bastion de la guérilla autonomiste qui accuse le Vietnam de coloniser le Laos : l'ALNL (Armée de libération nationale lao), forte de quelque 3 000 à 4 000 hommes commandés par un vieux général, Mua Chué Fué. Le quartier général de l'ALNL nommé Doucot (dérivation du mot "chef" en hmong) se trouve sur les hauteurs de la région de la plaine des jarres. L'ALNL a un accès direct à la route N°7. Il est parfois difficile de distinguer ses actions du banditisme également très présent dans la région. Dans les deux cas, l'armée se contente de répliquer en brûlant les villages des minorités ethniques. Certains attribuent à l'ALNL le crash suspect d'un avion militaire vietnamien transportant le vice-ministre de la Défense, sur le mont Pa Xal, non loin de Long Tchen, l'ancienne base de la CIA. Cette guérilla livre de l'opium via la route N°13, à l'ouest de Vientiane, à des réseaux hmong établis en Thaïlande. L'opium qui circule sur la route N°13 proviendrait de la région des monts Phu Bia (à côté de l'intersection des routes N°13 et N°7). Les réseaux coupent la route N°13 dans la région de Muang Kasi et empruntent le Mékong jusqu'à la Thaïlande ou des sentiers jusqu'à la route N°201 thaïlandaise. Un colonel des services de renseignements thaïlandais a précisé au correspondant de l'OGD que la drogue transite par le monastère de Tham Krabauk, situé à 120 km au nord de Bangkok dans la province de Saraburi, où sont hospitalisés quelque 13 000 Hmong, officiellement en cure de désintoxication avant d'être renvoyés dans d'autres régions du pays, en particulier celle de Mae Sot. Vientiane réclame le rapatriement des Hmong tout en affirmant que le monastère est un sanctuaire de la guérilla. Les revenus de ce trafic gonflent certainement les sommes envoyées vers leur communauté d'origine au Laos par les réfugiés hmong qui vivent dans des camps le long de la frontière et qui représentent annuellement 50 millions de dollars, alors que le montant des réserves en devises du Laos ne dépasse pas 150 millions de dollars.

Le transit des stimulants synthétiques

Dans la province de Luang Prabang, on produit et exporte également des stimulants synthétiques. Selon une source américaine à Bangkok, au moins cinq raffineries appartenant à l'organisation wa birmane United Wa State Army (UWSA), sont implantées dans la province de Luang Prabang et utilisent des précurseurs chimiques en provenance de Chine pour fabriquer ces drogues de synthèse, appelées localement *ya*. Elles sont exportées en Thaïlande, de l'autre côté de la frontière, dans les provinces de Loeï, Nong Khaï, Udon Thani et Nakhom Phanomn. Dans la province laotienne de Bokéo, un important laboratoire mixte, héroïne/amphétamine, a été démantelé en janvier 1998.

Le Laos reste également le territoire de transit pour 80 % des stimulants synthétiques produits en Birmanie et destinés à la Thaïlande. En 1997, les saisies de pilules sur le territoire laotien dépassent le chiffre de 700 000 unités alors qu'elles étaient de 150 000 unités en 1996. Les retombées économiques pour le pays représenteraient quelque 150 milliards de bahts thaïlandais. Elles ne sont certainement pas étrangères au projet d'ouverture d'un bowling de 18 pistes, de construction d'hôtels de luxe – dont le taux de remplissage ne dépasse pas 20 % – et de l'afflux de voitures importées. En quelques mois, on voit des fortunes se faire dans le Vientiane d'aujourd'hui, et tout le monde semble vouloir se mettre au trafic du *ya baa*. Celui-ci se développe d'autant plus facilement que la collusion entre policiers et trafiquants est notoire dans un pays où le salaire d'une petit fonctionnaire laotien est de 20 dollars par mois alors qu'un kilogramme de viande de bœuf en vaut presque trois. En haut de l'échelle administrative régionale, un chef de district ne touche que 160 dollars.

Consommation et ambiguïté de la lutte antidrogues

La consommation des drogues commence à poser des problèmes. Bien entendu, il ne s'agit pas ici de l'usage traditionnel de l'opium, accepté dans les tribus des minorités ethniques pour les vieillards non actifs, qui concernerait 35 000 personnes pour l'ensemble du Laos. D'après un responsable local du district de Muang Kasi, les 59 villages dont il a la charge comptent chacun une trentaine de fumeurs d'opium. Cependant, on note une hausse de la consommation de cette drogue chez les jeunes hmong de la région de Luang Prabang et de Xieng Khuang. Ce phénomène est "inquiétant" selon les experts des quelques centres de désintoxication, qui sont actuellement débordés. D'autant plus que l'on rapporte, dans ces mêmes provinces, des cas de distribution d'amphétamine birmane sur les marchés par des revendeurs venus de la frontière ouest. Les prix de l'opium étant à la hausse, certains des jeunes hmong lui substituent les amphétamines.

À cela s'ajoute le narcotourisme : un nombre grandissant de routards des pays occidentaux transitent par Luang Prabang pour se rendre dans le village de Muang Sing, situé au nord de la province de Luang Namtha, le long des trois frontières (Laos, Chine, Birmanie), dans le but de consommer de l'opium chez les Akkha. Des signes d'irritation de la part des minorités et des autorités locales se manifestent. Un Français a été tué par une milice locale, en novembre 1997, dans un village situé à cinq jours de marche de Phong Saly et, en 1998, une touriste polonaise fut, "par erreur", abattue par des militaires. Dans les nombreuses fumeries d'opium que compte Vientiane (l'une des plus anciennes se trouve en face d'un hôtel fréquenté par les experts des organisations internationales), la pipe d'opium coûte entre 1 000 et 1 500 kips (40 et 60 cents de dollars).

Depuis le début du mois de juin 1998, on note l'arrivée de sachets d'héroïne vendus dans les rues de la capitale. Les colles et les solvants, dont l'usage a considérablement augmenté depuis deux ans parmi la jeunesse, restent de très loin le principal problème. Le PNUCID estime les utilisateurs à un millier à Vientiane, mais leur nombre serait trois à quatre fois plus élevé. On a observé également, mais de manière anecdotique, la consommation d'amphétamine.

Les États-Unis offrent un appui financier à la lutte contre le trafic, et le gouvernement laotien a accepté pour la première fois qu'une antenne de la DEA fonctionne officiellement dans le pays. Quant au PNUCID, il soutient depuis 1989 les projets de développement alternatif. Le gouvernement laotien fait valoir que, depuis dix ans, la production d'opium a été divisée par deux. L'aide du PNUCID et d'autres agences internationales, qui porte en particulier sur la construction de routes pour désenclaver les régions productrices d'opium, constitue également un outil géopolitique entre les mains du gouvernement pour "intégrer" les minorités ethniques, qui jouissaient d'une autonomie de fait ou, comme les hmong, qui appuient une guérilla dans certaines régions. Au nom de la lutte antidrogues, on déplace des minorités comme les Kamu ou les Hmong des hauteurs où ils vivent traditionnellement vers les vallées desservies par les routes. Le changement radical de cadre de vie provoque d'énormes problèmes de santé. En imposant des cultures de rizière à des cultivateurs sur brûlis, on les rend vulnérables à des maladies comme le paludisme qui font désormais des ravages dans leurs rangs.

THAÏLANDE

À l'instar du Pérou en Amérique latine, la Thaïlande est présentée par les États-Unis comme un bastion de la lutte antidrogues en Asie du Sud-est. Pour cela, ils mettent en avant le fait que la production d'opium se maintient à un niveau très bas (25 tonnes en 1997), que la police thaïlandaise non seulement

collabore avec la DEA, mais que le gouvernement de Bangkok coopère activement avec ses voisins dans ce domaine. Surtout, 15 personnes ont été extradées et deux déportées aux États-Unis, toutes sauf une pour trafic de drogues. Cependant, le fait que moins de 200 kilogrammes d'héroïne aient été saisis en 1997, alors que la Thaïlande est, avec le sud de la Chine, l'une des deux principales voies de transit pour les 200 tonnes d'héroïne produites annuellement en Birmanie, nourrit le scepticisme de nombre d'observateurs.

Depuis la reddition de Khun Sa, ses laboratoires dans l'État shan ont été repris en main par l'armée birmane avec laquelle les militaires thaïlandais – qui redoutent plus que tout l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement dirigé par Aung San Su Khy (symbole d'anarchie à leurs yeux) – entretiennent d'excellentes relations, en dépit des distances prises, au début du second semestre 1998, par le gouvernement thaïlandais à l'égard de Rangoon. Ces soupçons au sujet des complicités dont pourrait jouir le trafic d'héroïne et d'amphétamine de la part de l'*establishment*, ont été confirmés par la nomination au poste de vice-ministre de l'Intérieur dans le gouvernement qui a pris ses fonctions en novembre 1997, d'un personnage soupçonné par les États-Unis de se livrer au trafic de drogues et au blanchiment d'argent et, pour cette raison, interdit de visa.

Le transit des drogues birmanes (héroïne et amphétamine) qui s'ajoute aux productions locales de ces mêmes substances a un impact sanitaire extrêmement grave dans le pays. Le niveau de la consommation d'héroïne reste très élevé et, selon certaines enquêtes, aurait même tendance à s'accroître. Mais c'est l'explosion de l'usage des drogues de synthèse (selon le PNUCID, 100 millions de cachets, dont 10 % saisis, ont été importés en Thaïlande en 1997) qui est le phénomène le plus marquant depuis deux ou trois ans.

L'amphétamine dans la crise du modèle économique

Les mouvements erratiques du développement économique en Thaïlande, illustrés par la crise financière depuis juillet 1997, sont accompagnés par un véritable boom de la consommation des drogues de synthèse. L'explosion du niveau de vie pendant une décennie extraordinaire a poussé les jeunes «à vivre dans l'ère de l'instantané», constatait en 1996 Narong Suwaniapiam, vice-secrétaire général du Bureau des Narcotiques thaïlandais (ONCB). Mais, en Thaïlande, à l'amphétamine et ses dérivés, s'ajoute une consommation très diversifiée de substances psychotropes.

Une étude du Thailand Development Research Institute (TDRI), le plus grand centre de recherche du pays, indique que la consommation des drogues dans le groupe des moins de 20 ans a augmenté de près de 25 % depuis 1991. Les drogues les plus citées dans un autre rapport du TDRI de septembre 1997 sont les solvants, la marijuana, l'amphétamine et l'héroïne, auxquelles il faudrait ajouter les benzodiazépines et autres antidépresseurs. Dans un premier temps, l'amphétamine a touché les milieux populaires actifs (camionneurs, ouvriers, etc.), qui l'utilisaient comme un stimulant pour accumuler des heures supplémentaires. Mais le modèle économique, basé sur la performance et le succès individuel, a fini par rendre sensible aux effets de l'amphétamine l'ensemble des populations qui s'identifiaient à ce modèle, à commencer par les écoliers : «Dans les écoles de Bangkok, les amphétamines sont aussi courantes que les bonbons», affirmait en 1996 un article de fond consacré au phénomène. Il y aurait 260 000 consommateurs de statistiques consacrées au trafic. Selon le PNUCID, les saisies annuelles d'amphétamine en Thaïlande, qui étaient d'un kilogramme en 1977, avoisinent la tonne depuis 1993. Ainsi, depuis cette année, la Thaïlande figure à la première place du tableau que cet organisme international dresse des «saisies par pays» concernant l'amphétamine et ses dérivés.

On trouve une progression similaire dans les autres pays de la région. Au Japon et en Corée, les consommateurs d'amphétamine sont sept fois plus nombreux que les consommateurs d'héroïne et de cocaïne réunis. Les revendeurs et trafiquants d'amphétamine arrêtés dans ces deux pays constituent respectivement 88 % et 50 % de l'ensemble des arrestations pour délits de drogue. Mais ils ne constituent encore que 8 % en Thaïlande malgré leur nette hausse depuis trois ans. L'augmentation du nombre de trafiquants dans la rue depuis quelques mois a entraîné une chute importante des prix des pilules colorées appelées *ya baa* ou *ya maa* (amphétamine en thaï). Une pilule qui coûtait 250-300 bahts en 1992 (1 franc français = 7 bahts), ne vaut désormais plus que 50-60 bahts. Il y a à peine un an, le prix était de 150 bahts dans les écoles de Bangkok. Mais, paradoxalement, à cause de l'augmentation du nombre de ses consommateurs et du prix de revient extrêmement bas de la matière première (éphédrine), la Thaïlande semble se rapprocher du «modèle des profits» des autres pays de la région, sans toutefois les atteindre : il y a encore cinq ans, les profits de la vente d'amphétamine au kilo dans ce pays était de 150 %, tandis qu'ils étaient autour de 6 000 % au Japon et en Corée. Selon une étude du PNUCID sur l'amphétamine et les stimulants synthétiques parue en 1996, l'un des obstacles majeurs à la lutte contre le commerce illégal d'amphétamine (et de ses dérivés) est que ce dernier procure, aux échelons du trafic en gros et au détail, des bénéfices plus importants que celui de l'héroïne (tandis qu'au niveau de la production-transformation les bénéfices sont comparables).

L'amphétamine et ses dérivés sont produits soit en Thaïlande, soit dans les pays frontaliers (Birmanie, Laos, Cambodge). Mais la Thaïlande, comme l'ensemble des pays du sud-est asiatique, est aussi alimentée, surtout en ecstasy, par la production européenne (Pays-Bas, Grande-Bretagne, Pologne, Pays Baltes, etc.) et celle de certains pays ayant appartenu à l'Union Soviétique (Russie, Azerbaïdjan, etc.). Ce qui fait la particularité du trafic d'amphétamine en Thaïlande, c'est qu'il marie des structures artisanales d'acheminement et de distribution (qui impliquent parfois des villages entiers) à des réseaux criminels extrêmement sophistiqués.

Les réseaux de l'amphétamine

Au niveau du trafic transfrontalier, les petits passeurs touchent un baht par pilule, les convoyeurs 2 à 3 bahts. Dans le nord de la Thaïlande, à Mae Sai, à proximité des lieux de production, une pilule coûte 18 bahts. Dans la capitale, au détail, elle vaut 3 fois plus. Selon un reportage récent du quotidien *Bangkok Post*, le village de Ban Don Khoi (1 000 habitants) dans la province de Nakom Pathom, à l'ouest de Bangkok, prospère grâce au trafic de drogues. En plus du riz, des cochons et des poulets, chaque famille ou presque exploite une camionnette pour le transit ou la contrebande de ces substances, indique la journaliste, auteur de l'enquête. Elle aurait appris d'un chef du village de la commune de Thammasala, située dans le même secteur que Ban Don Khoi, que la moitié des 400 familles de sa communauté vit du trafic d'amphétamine. Le village, proche de la route Pholdamri qui relie le district de Muang à celui de Kamphaeng Saen, est en effet stratégiquement placé pour servir de plaque tournante à l'approvisionnement de tout l'extrême sud de la Thaïlande. L'amphétamine ne viendrait pas de très loin. Elle serait produite, d'après les autorités du département, à Kanchanaburi et Ratchburi, en Thaïlande, le long de la frontière birmane.

Un des problèmes auquel les autorités thaïlandaises s'attaquent est le trafic avec les pays frontaliers, moins contrôlés et donc mis à profit par les producteurs. Ce transit a bien sûr des retombées importantes sur la consommation locale. D'après Payont Panthasri, chef de l'ONCB à Bangkok, de 60 à 80 millions de pilules d'amphétamine arrivent chaque année depuis quatre ans sur le marché thaïlandais en provenance de Birmanie, du Laos et du Cambodge. Selon le *Bangkok Post*, une des villes de trafic

transfrontalier les plus actives entre la Thaïlande et la Birmanie est Tachilek, juste en face de Mae Sai, côté thaïlandais. Chaque mois, des millions de pilules d'amphétamine traversent la frontière, soit par le poste officiel, soit par l'une des dizaines de pistes tracées par les trafiquants à travers les monts et les vallées de la région. D'autres passages plus discrets acheminent la drogue de Birmanie en Thaïlande via le Laos en y entrant soit par les districts de Chiang Saen et de Chiang Kong de la province de Chiang Rai soit, plus au sud, directement par Nong Khai. Les transports les plus communs sont la voiture et le bateau, mais plus d'un million de pilules auraient aussi été transportées par de simples porteurs ou des convois de mules.

Selon les autorités thaïlandaises de Mae Sai, les Wa de l'United Wa State Army (UWSA), qui ont passé un accord de cessez-le-feu avec la dictature militaire birmane (SLORC) en 1989, gèrent plusieurs fabriques d'amphétamine, en particulier dans leur base de Sam Sao. Il y aurait une dizaine de fabriques, en tout, dans un rayon de 10 kilomètres autour de Tachilek. Les communiqués de presse faisant état d'affrontements sanglants entre les forces de l'ordre et les trafiquants ne doivent pas être pris pour argent comptant, car les autorités thaïlandaises cherchent systématiquement à démontrer leur volonté de combattre «le fléau de la drogue». Si les prises augmentent elles restent minimes par rapport au volume du trafic : une saisie de 50 000 pilules, comme celle effectuée le 5 décembre 1997 sur le parking de l'hôpital Crown Prince à Chiang Khong par des policiers en civil qui se faisaient passer pour des acheteurs, est considérée comme un beau succès. Les pilules venaient de Bokéo au Laos (côté Laos, on trouve de grands entrepôts à Muang Mom, et à Mong La). La saisie de 50 000 pilules lors d'un raid dans un village montagnard de la commune de Mae Chan a aussi eu les honneurs de la presse en novembre de la même année. La provenance était, cette fois, birmane. En 1994, la police avait procédé à 13 508 arrestations ou saisies, principalement à Bangkok et dans la plaine centrale. En 1996, les trafiquants s'étaient déplacés vers le nord et le nombre de saisies et d'arrestations était passé à 51 000. La police thaïlandaise n'hésite pas à utiliser parfois des méthodes expéditives. Ainsi, 17 policiers ont été impliqués dans l'exécution extra-judiciaire, «pour l'exemple», d'une demi-douzaine de trafiquants. Le chef-adjoint de la police, le général Salang Bunag, a été suspendu en juillet 1998, pour s'être opposé à l'enquête concernant ces faits.

L'emploi de ces méthodes n'empêche pas la lutte contre le trafic d'être aléatoire, d'autant que, de l'aveu même des organismes de lutte antidrogues thaïlandais, les autorités birmanes se montrent très peu coopératives. Mais ces activités illicites bénéficient également de complicités à des niveaux très élevés de la part de l'*establishment* thaïlandais. L'affaire Vatana n'est certainement que la pointe de l'iceberg.

Un vice-ministre sauvé par la crise

Vatana Asavahame député du Prachakorn Thai, un des partis membres de la coalition au pouvoir dirigée par le Premier ministre Chuan Leekpai, occupe le poste de vice-ministre de l'Intérieur, bien qu'il ait été désigné, notamment par la presse thaïlandaise, comme étant un des «parrains du Nord». En 1995, le Département d'État américain avait fait connaître par un communiqué public que, soupçonné de trafic de drogues et de blanchiment, il était interdit de visa aux États-Unis. La même procédure avait empêché un autre homme d'affaires entré en politique, Narong Wongwan, d'être Premier ministre (mais non membre du cabinet) en 1992. En mai 1994, les États-Unis avaient de même publié une liste de 17 politiciens, parmi lesquels des membres du Parlement, soupçonnés de s'être livrés au trafic de drogues. Les Américains n'ayant pas dénoncé la nomination de Vatana à un poste sensible, on peut se demander s'ils sont revenus sur leurs accusations. Pourtant, des officiels de l'ambassade des États-Unis en Thaïlande ont confirmé que les suspicions concernant Vatana ne sont pas levées. Mais, face à la crise

économique que traverse la Thaïlande, l'administration Clinton a choisi de soutenir sans réserves Chuan Leekpai afin de lui permettre de réaliser les réformes économiques nécessaires pour la surmonter. Il n'est donc pas question de le déstabiliser en rappelant l'affaire Vatana. Cela suggère, au passage, le poids politique de ce dernier et de son parti.

Les diplomates américains en poste à Bangkok ajoutent, en privé, que le communiqué public de Washington fut une erreur car cette affaire n'aurait pas dû, à leurs yeux, quitter le milieu confidentiel de la diplomatie. Cependant, l'administration américaine aurait exigé du gouvernement thaïlandais que Vatana n'ait accès à aucun dossier sensible concernant les drogues et le blanchiment, faute de quoi elle suspendrait sa coopération dans ces domaines. Les diplomates de l'ambassade affirment sans sourire qu'ils veilleront de très près au respect de cette clause. Au cas où Vatana solliciterait un visa pour se rendre aux États-Unis, la réponse dépendrait de Washington, l'ambassade américaine n'étant pas autorisée à prendre une telle décision.

Persona non grata à Washington, Vatana a tenté de s'innocenter en réalisant à titre privé une tournée européenne, au cours de la première semaine du mois de mai 1998, durant laquelle il devait rencontrer les responsables de lutte antidrogues de certains gouvernements, ainsi que le PNUCID, Interpol, etc. Mais la mort de l'ancien Premier ministre, Chatichai Choonhawan, l'a obligé à rentrer précipitamment en Thaïlande sans avoir rempli ses objectifs, afin d'assister aux obsèques de ce dernier. Ce projet révèle en tous cas que Vatana continue à s'intéresser, en dépit du veto américain, aux affaires de drogues.

CHINE

La volonté politique de lutter contre la drogue a conduit le gouvernement chinois à mettre en place «de nouvelles mesures pénales et législatives afin de mieux contrôler les stupéfiants et leurs différents précurseurs». Un effort particulier a été accompli en 1997 dans le domaine de la production illicite ou du détournement des produits chimiques. L'année du Bœuf aura ainsi été celle de tous les records en matière de saisie de précurseurs chimiques et de drogues de synthèse. Pas moins de 350 tonnes de ces substances ont été confisquées sur le territoire chinois : principalement de l'acétone destinée à la fabrication d'héroïne en Birmanie et au Pakistan, et de l'éphédrine, un précurseur de l'amphétamine et de ses dérivés. La République populaire de Chine est le premier producteur mondial d'éphédrine (à partir de l'*Ephedra* qui pousse à l'état sauvage sur de vastes étendues) du fait de son utilisation par l'industrie pharmaceutique nationale dans la fabrication de nombreux médicaments.

Cependant, la corruption généralisée qui n'épargne ni certains groupes de militaires, ni l'administration, en particulier au niveau local, fait que les mesures décidées au sommet ne sont pas forcément suivies d'effets sur le terrain. La drogue est surtout prise au sérieux quand elle est liée à un problème géopolitique ou de sécurité, comme dans le cas des relations avec le Vietnam. Autrement, la tentation est grande de résoudre le problème par la simple répression. Cependant on observe parallèlement un effort pour humaniser l'approche de la toxicomanie.

Sous le signe de la chimie

Déjà, en mars 1996, 6 t de chlorhydrate d'éphédrine destinées au Cambodge avaient été saisies. La commission chinoise des stupéfiants, chargée de contrôler les exportations d'éphédrine, déclara alors que le certificat d'importation censé avoir été émis par les autorités cambodgiennes était un faux, ce que ces dernières ont confirmé. La même année, une société birmane a demandé à une société d'import-export

chinoise de lui vendre 200 t d'acétone commerciale. Suite à une intervention chinoise, le ministère de l'Industrie birman a indiqué que cette société n'existait pas et que l'autorisation d'importer du ministère de l'Industrie était un faux.

Début septembre 1997, deux opérations des douanes pakistanaïses au poste de Soost, près de Khunrab, à la frontière chinoise, ont abouti à la saisie de 165 bidons d'anhydride acétique (de quoi fabriquer près de 4 t d'héroïne). En novembre 1997, 27 t d'un précurseur – dont la nature n'a pas été précisée par les autorités (vraisemblablement de l'acétone ou de l'anhydride acétique) – destinées au Pakistan ont été saisies dans la région autonome ouïghour de la province du Xinjiang.

L'année du Tigre (1998) ne semblait pas devoir marquer un changement de tendance. Le 8 janvier, 10 t d'éphédrine ont été découvertes et 13 trafiquants ont été arrêtés au cours d'une opération conjointe à laquelle ont participé des agents des douanes de villes situées à l'est et à l'ouest du Yunnan, ainsi qu'au nord de la Chine. Le gang avait un relais au Shaanxi, province du centre-nord parmi les plus pauvres du pays, très touchée par le trafic et la consommation des drogues. La télévision chinoise a indiqué que des trafics du même type avaient déjà rapporté un million de dollars aux trafiquants. Le 21 janvier, 39 t d'anhydride acétique ont été saisies à Termez (Ouzbékistan). Le précurseur, dissimulé dans 640 conteneurs censés transporter des machines à coudre et du détergent, avait été embarqué en Chine par un transporteur afghan (en 1997, les douanes ouzbek avaient saisi 20 t d'anhydride acétique chinois).

Le marché diversifié des drogues de synthèse

Un nouvel élément est intervenu à la fin de l'année 1997. Le 12 novembre, une opération de la police dans la région autonome du Zhuang Guanxi a permis de démanteler le premier laboratoire d'ecstasy jamais découvert en Chine : 25,330 kilogrammes de cette drogue sous forme de poudre et de comprimés et une quantité indéterminée de précurseurs ont été confisqués. La production était destinée à des boîtes de nuit de Shanghai et de Guangdong où, depuis 1996, les trafiquants avaient déjà écoulé près de 250 000 comprimés.

Des réseaux se sont également constitués pour faire transiter l'amphétamine produite dans des laboratoires birmans par le Yunnan. C'est la raison pour laquelle les services de sécurité chinois du Yunnan ont demandé, en février 1997, à rencontrer Pao Yochang, leader de l'organisation wa de Birmanie : l'United Wa State Army (UWSA), afin de lui proposer un marché : si les troupes wa ne mettent pas fin au flot de drogues synthétiques qui se déversent sur la province, les Chinois ne permettront plus au riz et aux denrées diverses de passer la frontière birmane le long du territoire wa. Il semble que les intérêts géopolitiques de la Chine en Birmanie ont fait que ces menaces n'ont pas été suivies d'effets.

D'autres saisies de métamphétamine (*ice*) ont été réalisées, plus au nord, au Hubei. Selon les autorités, une dizaine de « mafieux », sur les 30 membres présumés du gang, ont été arrêtés lors d'une opération conjointe des polices de Guangdong, Beijing et Mongolie Intérieure. Le gang se préparait à installer six laboratoires clandestins de fabrications d'*ice* dont la police a saisi 3 kg.

La Chine serait aussi un pourvoyeur de « Perle noire », des pilules contenant un mélange de diverses benzodiazépines, dont du diazépam. Vendues comme des médicaments provenant de la pharmacopée chinoise, elles alimentent le marché américain, via Hong Kong. En mai 1998, dans le but d'enrayer le trafic de psychotropes vers l'Asie centrale et l'Europe de l'Est, les autorités chinoises ont lancé plusieurs opérations. Plus de 80 000 cachets de chlorhydrate d'amfépramone, un coupe-faim sous prescription en Chine, ont été saisis. Une opération de police a également permis d'arrêter cinq passagers dans des bus

en partance pour le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, la Russie et la Pologne. L'un d'entre eux, qui se rendait à Tachkent, a été arrêté en possession de 15 000 cachets, et 58 000 comprimés ont été également saisis chez des grossistes du marché russe dans le quartier des ambassades à Pékin.

L'effort particulier des autorités chinoises pour contrôler le trafic des précurseurs sur leur territoire souligne leur volonté de lutter contre la consommation des drogues de synthèse dans le pays, mais il répond surtout aux pressions de la communauté internationale pour laquelle ce trafic constitue une priorité. Le marché des stimulants synthétiques dans l'ouest des États-Unis est alimenté par des laboratoires d'organisations mexicaines actifs des deux côtés du Rio Grande. Or, c'est de Chine (et accessoirement de République tchèque) que provient, par voies aérienne et maritime, l'éphédrine destinée aux trafiquants mexicains⁶⁰.

Mais selon des spécialistes de la réalité chinoise, des quantités aussi importantes de ces substances ne peuvent être fabriquées et transportées que par des militaires de l'Armée populaire de libération (APL) qui, par le biais du conglomérat militaro-industriel 999, contrôlent 10% de l'industrie pharmaceutique et chimique, soit 400 usines. D'autre part, des officiers supérieurs, particulièrement ceux qui dirigent les services logistiques de la région militaire du Guangdong, entretiennent des relations avec les triades dans le sud de la Chine.

En 1994, un rapport d'Interpol Thaïlande indiquait que l'on produisait dans une caserne chinoise, sous la direction d'un général, du *shabu* (méthamphétamine) destiné aux Philippines. Grâce aux informations précises contenues dans ce rapport, la police des Philippines avait arraisonné deux bateaux chinois sur lesquels ont été saisis 150 kg de *shabu*. Parmi les 33 Chinois à bord se trouvaient cinq militaires dont un capitaine de l'APL. Cette implication des militaires tendrait à démontrer soit que le Parti ne commande pas au fusil, soit que la corruption n'épargne pas les hauts fonctionnaires. Par ailleurs, selon les observateurs, la Police armée du peuple (PAP) chargée des grandes opérations de lutte antidrogues, en dépit d'énergiques campagnes anti-corruption orchestrées chaque année par le Parti, reste aussi corrompue que l'APL.

D'autre part, certains membres des douanes ou d'autres corps spécialisés dans la lutte contre la drogue, sous-payés, revendraient de l'héroïne saisie au plus offrant. Ce phénomène a été rapporté dans des régions difficiles d'accès et mal contrôlées, le long de la frontière sino-birmane, en particulier dans celle de Canguyan, limitrophe du Triangle d'or. Enfin, une partie des fonds régionaux versés pour la lutte contre les stupéfiants seraient détournés à leur profit par les fonctionnaires chargés de les administrer.

Des succès mitigés dans la lutte contre les opiacés

La corruption explique sans doute aussi le niveau relativement modeste des saisies d'opiacés. Selon Tao Siju, ministre de la Sécurité publique, 5,5 t d'héroïne ont été saisies en 1997 (contre 4 t en 1996), dont plus de 4 t dans le seul Yunnan. Or, on estime que de 80 à 100 t en provenance de Birmanie transitent chaque année par le sud de la Chine. Les interceptions d'opium, principalement en provenance du Triangle d'or, ont également augmenté par rapport à l'année précédente (2 t dont 1,2 t au Yunnan) tout en représentant également une partie infime de ce qui circule. On estime que 10 % environ de ces saisies proviennent des productions locales.

⁶⁰ Voir GMD (1995-1996), p. 242.

Au Guizhou, comme dans la région autonome Zhuang du Guanxi, le pavot est en effet cultivé sur de petites surfaces, un arpent (100 m²) par certaines ethnies montagnardes comme les Miao et les Yao. Il est destiné à la consommation traditionnelle et aux usages médicaux dans des régions où du fait de la pauvreté croissante, les autorités doivent fermer les yeux sur les cultures illicites. En 1997, les forces de police du Guizhou n'ont saisi que 60 kg d'opium.

La région autonome Zhuang du Guanxi, limitrophe du Yunnan et du Vietnam, semble devenir une des plaques tournantes du trafic : 400 kg d'héroïne et d'opium ont été saisis en 1997, contre un total de 700 kg de ces deux drogues au cours des cinq dernières années. Cette province ayant une région côtière très étendue et les ports du sud étant moins surveillés, il est possible que la drogue en provenance du Triangle d'or et du Vietnam transite sur des cargos et des bateaux de pêche. Les réseaux de drogues et d'armes prenant de l'ampleur, la Chine, pour réaffirmer son contrôle sur la région, vient de construire un relais satellite sur l'îlot Yongxing, revendiqué par le Vietnam. Les autorités chinoises espèrent ainsi étendre leur système de sécurité à plus de 300 km au sud de l'île de Hainan.

Les voies terrestres sont elles aussi mises à profit par les trafiquants d'héroïne, particulièrement le réseau routier desservant le Guangdong via le Guanxi et le Vietnam. Hanoï, de son côté, a récemment intimé aux militaires de la Zone militaire N°2 de mettre en place une Zone économique de défense nationale près de la frontière chinoise, dans la région isolée de Muoncha (peuplée de Hmong) au nord-ouest de la province de Laichau qui est devenue, depuis quelques années, un point de passage important de la drogue. Enfin il semble que les gangs des régions du sud de la Chine disposent de bases arrière dans le nord du pays, particulièrement au Shaanxi, Gansu et Ningxia.

Les drogues des minorités, du Xinjiang au Tibet

Le haschisch que l'on peut se procurer dans tous les bazars du Turkestan chinois ne provient pas nécessairement des productions locales. Selon des sources concordantes, des réseaux islamistes instrumentalisés par les services secrets de l'armée pakistanaise (ISI) y distribueraient du haschisch en provenance du Pakistan, du Kazakhstan et du Kirghizistan. Le produit de ce trafic contribuerait à financer le Djihad au Xinjiang. En effet, 2 000 membres de l'ethnie ouïghour (majoritairement musulmane), après avoir pris la fuite à la suite de la répression des émeutes de 1997, ont d'abord trouvé refuge au Pakistan, dans la région de Gilgit. Pris en charge par le milliardaire Ussama ben Laden, ils ont suivi un entraînement militaire en Afghanistan afin de revenir mener la guerre sainte au Xinjiang. En mai 1998, dix pays musulmans d'Asie centrale et occidentale, membres de l'Organisation de Coopération Économique (OCE), ont signé à Almaty des accords de lutte contre le trafic des drogues et la contrebande. Assez curieusement, la Région autonome ouïghour du Xinjiang, qui possède pourtant de longues frontières avec le Pakistan, le Kazakhstan et le Kirghizistan, ne semble pas avoir été prise en compte.

Toujours en 1997, Pékin a signé avec l'Inde un traité d'assistance juridique comportant une mention toute spéciale au trafic de stupéfiants. Il semble que les deux pays aient eu en vue le fait que le Tibet, relié au Turkestan chinois, au Yunnan et au Népal, et au-delà de ce dernier à l'Inde, est susceptible de devenir une route des drogues en direction de Hong Kong. Et cela bien que la dernière importante saisie d'héroïne date de 1991. En novembre 1997, la presse de Hong Kong a fait état de saisies de haschisch et d'opium lors d'une grande opération des douanes de Lhasa et de la police, à la frontière du Népal.

Entre la répression et les soins, un équilibre difficile

Le ministre de la Sécurité publique a lancé, en avril 1998, un appel urgent aux forces de police afin de faire «régner l'ordre et la stabilité sociale». En 1997, les crimes liés au trafic des stupéfiants se sont élevés en Chine à 106 000 (une augmentation de 29 % par rapport à l'année précédente), 135 000 trafiquants ont été arrêtés (une augmentation de 58 %) et 90 000 d'entre eux ont été expédiés en camp de rééducation par le travail. Enfin, 8 000 personnes ont été condamnées à la prison à vie ou à la peine de mort.

Durant les trois premiers mois de 1998, 28 000 personnes avaient déjà été arrêtées pour crimes liés au trafic de stupéfiants, soit une augmentation de 7,6 % par rapport à 1997. Au Yunnan, durant la même période, 8 700 suspects ont été arrêtés. Dans la région autonome de Zhuang, au Guanxi, ce chiffre s'élève à 10 000. Toujours dans la même région, la police a dénombré 30 000 crimes liés à la drogue au cours des cinq dernières années.

A la suite d'une opération «coup de poing» que la population aurait, selon la propagande officielle, appuyée, 10 000 gangs organisés auraient été démantelés en 1997. Les exécutions publiques destinées à l'édification des masses sont toujours d'actualité. Les autorités de Guangdong ont condamné à mort sept individus, dont un résident de Hong Kong, pour avoir fabriqué et écoulé la quantité record de 1 500 kg d'*ice*. L'un d'entre eux, Fan Ketong, était un ancien chimiste de l'école de médecine de Guangdong.

L'effort de prévention s'efforce d'être également à la hauteur des problèmes. À la fin de l'année 1997, la Chine disposait de 77 000 lits en clinique pour 540 000 toxicomanes enregistrés. Selon les spécialistes chinois et étrangers, ils seraient, en réalité, déjà plusieurs millions. Le nombre des toxicomanes internés dans les 689 cliniques de désintoxication forcée et dans les 80 camps de travail, a également progressé en 1997 et au début de 1998.

Dans la presse, les campagnes de sensibilisation des masses continuent, ainsi que les programmes obligatoires d'information dans les écoles. Le gouvernement a annoncé que l'année 1998 serait placée sous le signe de la prévention au sein de la jeunesse, il est vrai de plus en plus touchée, particulièrement à Guangdong et Shangai où la consommation d'*ice* et d'*ecstasy* semble s'étendre. Le ministère de la Santé poursuit sa politique de soins utilisant l'acupuncture, et la médecine traditionnelle en général, tout en développant le recours à d'autres types de traitement. Il semble par ailleurs que le soutien psychologique apporté aux toxicomanes se soit intensifié, notamment en milieu carcéral. Enfin, certains centres de réhabilitation bénéficient désormais de soutiens financiers apportés par des pays étrangers.

INDONESIE

Alors que, jusqu'au début des années 1990, le marché indonésien des drogues était limité au cannabis produit localement, les stimulants synthétiques (et, singulièrement, l'*ecstasy* et ses analogues) ont connu un boom spectaculaire qui déborde très largement la clientèle initiale des touristes et de la jeunesse dorée. La crise financière qui frappe l'Indonésie comme le reste de l'Asie n'a eu qu'une incidence relative sur ce marché. La masse des consommateurs peut se rabattre sur des produits résultant de mélanges entre de l'*ecstasy* importée ou fabriquée localement et d'autres substances. Selon un responsable des douanes de l'aéroport, la baisse des saisies réalisées par ses services depuis le début de l'année est à mettre en rapport avec la capacité des Indonésiens de produire eux-mêmes de l'*ecstasy*.

Au niveau du trafic, il est encore trop tôt pour dire si, après la chute du régime Suharto, les proches de l'ancienne famille au pouvoir garderont la mainmise sur la distribution de drogues, ou s'ils devront faire une place à ceux d'une nouvelle nomenclature. Enfin, des trafiquants internationaux mettent à profit de façon croissante l'inefficacité et la corruption des forces de répression pour utiliser l'Indonésie comme territoire de transit pour les drogues dures, en particulier l'héroïne.

Le trafic artisanal de la marijuana

Au début des années 1990, la question des drogues en Indonésie tournait autour des cultures traditionnelles de cannabis de la province d'Aceh et de leur rôle éventuel dans le financement des mouvements d'opposition autonomistes et islamistes. On cultive également du cannabis, mais de moins bonne qualité, à l'ouest de Java, près de la station touristique de Puncak et dans les îles de l'est : Nusantara Timur Barat, Lombok (à l'est de Bali). Il n'existe pas de mafia du cannabis. Les consommateurs des villes ont leur fournisseur attitré ou s'adressent éventuellement à leurs employés pour s'en procurer. Les prix sont passés à Djakarta de 80 000 roupies le kilogramme il y a cinq ans à 500 000 roupies aujourd'hui. En revanche, si l'on se rend à Aceh pour acheter de la marijuana au producteur, on ne la paie que 200 000 roupies le kilo. À Djakarta, la cigarette d'herbe vaut 5 000 roupies. Le transport se fait par voiture, les contrôles étant pratiquement inexistantes, à moins que l'on ne soit victime d'une dénonciation. Les peines peuvent être alors sévères : jusqu'à la prison à vie pour quelques centaines de kilogrammes. Les fumeurs sont souvent des élèves du secondaire et du supérieur. Les consommateurs d'ecstasy le sont aussi de marijuana, mais la réciproque n'est pas vraie.

Le marché de l'ecstasy s'adapte à la crise

Alors que jusqu'au début des années 1990, l'ecstasy n'était consommée que dans des cercles restreints du fait de son prix élevé, elle fait aujourd'hui l'objet d'une consommation de masse. Seule la vente de pilules de première qualité a été sérieusement affectée par la crise financière : leur prix est passé de 25 000 à 80 000 roupies du fait de la dévaluation de la roupie indonésienne par rapport au dollar (1 dollar = 2 500 roupies avant la crise et 15 000 roupies début juin). De plus, les *yuppies* chinois, qui en étaient de gros utilisateurs, ont été nombreux à quitter le pays. On appelle l'ecstasy, en fonction de sa forme et de sa couleur, *Inex*, *CE i in*, *White dove*, *Dollar*, ou *Bon-Jovi*. Les saisies ont été importantes en 1997, mais la crise a achevé de démotiver une police par ailleurs corrompue. Lorsqu'une personne est arrêtée en possession de plusieurs pilules, si elle n'a pas quelques millions de roupies sur elle, la drogue est saisie, soit pour l'usage personnel des agents, soit pour être revendue au-dessous du cours du marché. Par exemple, le 6 mai 1997, une descente de police dans une boîte de nuit de Sumatra a permis l'arrestation de 19 policiers en civil, dont 11 officiers «sous influence de l'ecstasy». En janvier 1998, un tribunal militaire a condamné à la prison un capitaine de la police qui avait fermé les yeux sur des trafics en échange de pots-de-vin. Jusqu'en 1995, l'ecstasy n'était connue qu'à Djakarta, mais depuis elle a gagné les villes de province, de l'Aceh à Manado.

L'écho rencontré dans la presse peut également influencer les activités de la police et surtout de la justice. Une affaire de 10 000 pilules jugée discrètement peut aboutir à une condamnation de 3 mois de prison, alors que pour une saisie médiatisée de 10 pilules, le contrevenant peut écoper de 9 mois de prison. Bien qu'il soit difficile d'évaluer précisément les dimensions du marché, les statistiques officielles sous-estiment vraisemblablement son ampleur. Un journaliste indonésien qui a enquêté sur le sujet a affirmé au correspondant de l'OGD que sur dix jeunes rencontrés dans les cafés de Djakarta (où l'on vend de l'ecstasy le vendredi soir, lorsque commence le week-end), deux au minimum avaient consommé

de l'ecstasy. On en trouve dans les discothèques à partir de 23 heures. On consomme également de l'*Oplosan*, produit de coupe comprenant notamment de l'ecstasy importée mélangée à de la saccharine, du tapioca et un succédané du *Rohypnol*[®], le *koplo* (mouche en javanais) vendu par des Chinois. Dans les villages, on se contente de pilules de *koplo* que l'on prend avec un alcool (à 60 %) appelé *ciu* qui est obtenu à partir de la sève de l'arbre à pain. Le *ciu* est donné traditionnellement aux buffles au moment des récoltes. L'effet sur les hommes dure au moins trois jours.

L'ecstasy et les autres stimulants de synthèse sont importés avant tout d'Europe, en particulier des Pays-Bas. Des réseaux marocains y sont en contact avec des *pribumi* (Indonésiens javanais) alors que les Indonésiens d'origine chinoise se fournissent auprès de Chinois ou de *boule* (Blancs) vivant à Amsterdam ou à Rotterdam. Il arrive que des *pribumi* aient des contacts avec des *boule*, mais c'est l'exception. Le passage de la drogue se fait essentiellement par voie aérienne en utilisant parfois le personnel de bord de la compagnie nationale *Garuda*. Un de ses membres a été arrêté le 28 septembre 1996 à l'aéroport international d'Amsterdam-Schipol en possession de quelque 6 400 pilules d'ecstasy, juste avant son décollage pour l'île de Bali. Les poursuites contre certains membres de l'ambassade indonésienne aux Pays-Bas, soupçonnés d'appartenir au même réseau, ont finalement été abandonnées par la justice néerlandaise. En avril 1997, toujours dans le même aéroport, un Indonésien a été arrêté en possession de 18 000 pilules. À la fin du même mois, tous les records ont été battus avec l'arrestation d'un passeur de la même nationalité détenteur de 97 000 pilules. À l'arrivée à l'aéroport de Djakarta, «la porte 14», utilisée par les hauts fonctionnaires, les chefs de l'armée et la famille de l'ex-président Suharto (avant sa chute) permet de franchir la douane sans contrôle. Des informations de presse parues en Europe, aux Pays-Bas notamment, lient la famille de l'ex-président Suharto, et tout particulièrement l'un de ses fils, Sigit, au marché de l'ecstasy. On a même prétendu qu'il contrôlait une fabrique de cette drogue. En Indonésie, il est notoire que c'est en réalité le fils de ce dernier, Ari Sigit, qui dirige un important réseau de distribution. Un de ses lieutenants a déclaré à l'une des sources de l'OGD que l'organisation n'était pas encore capable de fabriquer de l'ecstasy, mais qu'elle possédait des stocks importants qui lui permettaient d'approvisionner le marché dans tout le pays. Sous le régime de Suharto, les mêmes sources de l'OGD affirment que les zones sud, centre et ouest de Djakarta, qui sont celles où l'on trouve le plus de discothèques, avaient été attribuées à Ari Sigit. À l'intérieur de ces zones protégées, une part minoritaire (environ 25 à 30 %) est laissée à d'autres opérateurs. Si ces derniers se montraient par la suite trop gourmands ou si de nouveaux réseaux apparaissaient, Ari Sigit faisait intervenir la police. Il est probable que les changements à la tête de l'État n'ont pas, jusqu'ici, remis en cause les réseaux d'Ari Sigit. Par ailleurs, un certain nombre d'indices donnent à penser que les militaires, en particulier des pilotes de l'armée de l'air, participent au trafic. Un fait nouveau d'une grande importance s'est produit avec la découverte par la police de Djakarta, le lundi 7 septembre 1998, d'un laboratoire très sophistiqué capable de produire plus de 1,5 million de cachets d'ecstasy par mois.

La clientèle de l'héroïne s'élargit

Les douaniers ne ferment pas les yeux, en principe, sur le passage de l'héroïne, la peine de mort étant appliquée pour le trafic de cette drogue. Jusqu'il y a deux ou trois ans, elle arrivait à Medan (Sumatra du nord) plutôt qu'à Djakarta, en provenance d'Inde, du Népal, du Sri Lanka et de Madagascar sur des passeurs qui la dissimulaient dans leurs bagages, dans des prothèses, etc. Ils étaient payés de 5 000 à 10 000 dollars par voyage. Mais, découragés par la sévérité des peines, les Asiatiques ont laissé progressivement la place à des Africains. Les plus nombreux d'entre eux sont des Nigériens, censés travailler dans la confection, dont une colonie s'est établie dans le quartier de Tanah Abang à Djakarta. Ils se défont de leur passeport et vivent dans la clandestinité jusqu'au moment où ils sont expulsés du

pays. Le 8 novembre 1997, la police a arrêté dans des hôtels de Djakarta deux groupes de Nigériens, le premier en possession de 3,7 kg et le second de 1,7 kg d'héroïne. En janvier 1998, plus de 5 kg étaient confisqués, toujours sur des Nigériens. Mais c'est un Togolais qui a battu le record en juin avec 8,6 kg. Par ailleurs, le 20 janvier 1998, les douaniers de l'aéroport de Paris Charles de Gaulle ont saisi 6,3 kg d'héroïne blanche dans les valises d'un Indonésien qui se rendait aux Pays-Bas.

Le marché local de l'héroïne qui, du fait du prix élevé de cette drogue (450 000 roupies le gramme), était jusqu'ici limité aux artistes et aux membres de l'élite dirigeante, est en train de s'élargir avec l'arrivée de produits moins purs et moins chers. L'héroïne se consomme sous forme de *putauw* (considérée comme un produit de troisième qualité, au prix de 250 000 roupies le gramme), une poudre que l'on fait fondre sur un papier d'aluminium après l'avoir bien écrasée et que l'on sniffe ensuite au moyen d'un billet neuf utilisé en guise de paille. Les dealers la proposent devant les lycées et sur les campus. L'exemple de l'Afrique ayant déjà montré qu'un pouvoir d'achat très bas n'est pas un obstacle à la diffusion des drogues dures, l'Indonésie n'est pas à l'abri d'une vague de consommation de l'héroïne que des pays comme la Thaïlande ou la Birmanie connaissent déjà.

JAPON

Le Japon est actuellement frappé par «la troisième vague de consommation des drogues stimulantes de son histoire». Tel est le *leitmotiv* d'un rapport présenté par les autorités japonaises à l'occasion de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sur la drogue (UNGASS, 8-10 juin 1998). La première vague a duré de 1952 à 1957, avec un record de personnes arrêtées établi à 55 000 en 1954 ; la seconde de 1980 à 1988 avec 24 000 infractions en 1984, retombées à 15 000 en 1989. La situation était restée relativement stable jusqu'en 1994. La vague actuelle s'est déclenchée il y a trois ans et le nombre d'arrestations n'a cessé de croître pour atteindre 20 000 personnes en 1997. A cet accroissement du marché répond l'explosion de la production chinoise d'amphétamine qui l'alimente. Parallèlement, la vogue de la cocaïne, du haschisch, de la marijuana et du LSD dans certains milieux ne se dément pas. Mais ce qui préoccupe surtout les autorités, c'est que le nombre de jeunes touchés par la consommation de toutes les drogues, particulièrement des drogues de synthèse et des solvants, ne cesse d'augmenter. C'est une situation difficile à combattre car elle répond à des phénomènes de sociétés qui ne peuvent être qu'aggravés par la crise économique que traverse le Japon.

«La troisième vague de consommation de l'amphétamine»

Selon les statistiques de l'Agence nationale de la police japonaise, le nombre de consommateurs d'amphétamine aurait dépassé le million en 1997. La hausse de la consommation est favorisée par la baisse du prix de vente au détail qui est passé de 10 000 yens la dose de 0,03 grammes dans la rue à 2 000 yens aujourd'hui. Les chauffeurs de camion et de taxi, les ouvriers astreints à des travaux pénibles, certains cols blancs, prennent de l'amphétamine. Son usage s'étend même à l'élite de l'administration nippone, comme en témoigne l'arrestation pour consommation d'amphétamine, en janvier 1998, du révérend Masanori Sagara, âgé de 50 ans, supérieur d'un sanctuaire shinto (la religion ancienne du Japon). En mars 1998, un ancien fonctionnaire du prestigieux ministère des Finances, Takashi Hata, âgé de 42 ans, un professeur d'école et un entraîneur d'une équipe de patineurs sur glace ont été trouvés en possession de 46,9 kg d'amphétamine, produit qu'ils consommaient et revendaient. La police observe en effet que le crime organisé n'a pas le monopole de la distribution d'amphétamine, à laquelle participent également «des citoyens ordinaires et des étudiants».

La distribution de l'amphétamine et d'autres drogues est également assurée par des étrangers. On considère que près de 280 000 Asiatiques résident illégalement au Japon. En 1997, 873 étrangers ont été arrêtés, dont 328 Iraniens (dont 220 pour trafic d'amphétamine), le groupe le plus nombreux et le mieux organisé. Lorsqu'un d'entre eux est arrêté ou expulsé en Iran et que son téléphone cellulaire est saisi, un autre membre de la même organisation demande à la compagnie de location de transférer ce même numéro à un autre dealer, qui peut ainsi continuer les transactions avec les clients du premier.

Mais les Asiatiques ne sont pas seuls sur le marché. La police a démantelé, à la fin du mois de décembre 1997, un réseau dirigé par un Français dont les revendeurs étaient des ressortissants des États-Unis, du Canada et de différents pays d'Europe, qui avait introduit au Japon 10 000 pilules d'ecstasy fabriquées aux Pays-Bas.

La police a parallèlement constaté, depuis le début des années 1990, une véritable explosion de la production de drogues synthétiques en Chine, en particulier dans le sud par des laboratoires situés dans les provinces de Fujian et du Guangdong, en vue d'alimenter le marché japonais. Les triades chinoises, établies sur le continent, à Hong Kong ou à Taiwan, dominent l'approvisionnement du marché japonais et coopèrent avec les yakuza pour introduire ces produits dans l'archipel. L'une des grosses prises en 1998 a été celle de 200 kg d'amphétamine découverts le 18 mars à bord d'un bateau de pêche en provenance du port chinois de Dalian. La filière passait par l'île méridionale japonaise de Kyushu. Huit personnes, japonaises et chinoises, ont été arrêtées. Les réseaux, pour déjouer la surveillance, empruntent de plus en plus des petits ports de province dans le sud. La police a ainsi découvert, au cours des six premiers mois de 1998 : 9 kg d'opium dans le port de Fushiki (préfecture de Toyama) ; 20 kg de cannabis dans le port de Minamata (préfecture de Kumamoto) ; 60 kg d'amphétamine dans le port de Hososhima (préfecture de Miyazaki), etc.

La nouvelle vogue de l'amphétamine n'empêche pas d'autres drogues de faire une percée. Ainsi, la cocaïne, qui avait fait parler d'elle en 1993 à l'occasion de l'arrestation de Haruki Kadokawa, auteur et producteur d'un film à succès pour les enfants et directeur d'une grande maison d'édition qui porte son nom, continue à se répandre plus discrètement dans certains milieux d'intellectuels et d'artistes, particulièrement dans le monde du spectacle et du cinéma. On dit par exemple que le célèbre metteur en scène Juzo Itami, qui s'est suicidé le 20 décembre 1997, en était un grand consommateur. Un autre indice du dynamisme de ce marché sont les arrestations de Japonais dans les pays producteurs. Ainsi, deux Japonais ont été arrêtés à l'aéroport de Quito en Équateur, le 29 décembre 1997, alors qu'ils s'embarquaient pour Tokyo avec près de 15 kg de cocaïne.

L'explosion des toxicomanies juvéniles

Mais ce qui inquiète surtout les autorités, c'est que le nombre d'élèves du secondaire et d'étudiants arrêtés double chaque année depuis trois ans : il a été de 262 en 1997. Plus grave encore, lors d'une enquête parmi les lycéens, «20 % d'entre eux ont affirmé qu'ils devraient être libres de consommer de la drogue». Enfin, pour financer leur consommation, les élèves se livrent également à des activités de revente à proximité ou même à l'intérieur des établissements scolaires. Les stimulants, dont la distribution est désormais aux mains des organisations criminelles, ne sont pas une nouveauté pour les jeunes Japonais. En effet, depuis la guerre, ces substances ont souvent accompagné leurs études et, dans certains cas, en toute légalité. Ce sont les stimulants, dont de nouvelles variantes ne cessent d'arriver sur le marché, qui sont les plus populaires dans ce milieu. La drogue actuellement à la mode parmi les lycéens est une pilule, mélange de LSD et d'amphétamine, la seconde composante renforçant le pouvoir hallucinogène de la première. Cette substance que l'on appelle au Japon «speedball», fabriquée en

Belgique et en Allemagne, ne vaut que quelques milliers de yens l'unité (1 000 yens = 4,30 francs français). C'est dans ce contexte que le gouvernement japonais vient d'interdire, à compter du 12 juillet, le 2-CB (ou Nexus) une phényléthylamine aux effets hallucinogènes proches de ceux de l'ecstasy. Le 2-CB était interdit depuis 1994 aux États-Unis et depuis 1997 en Grande-Bretagne.

La toxicomanie juvénile est à ce point préoccupante qu'en 1996 le ministère de l'Éducation avait fait inclure dans les manuels scolaires des textes mettant en garde les élèves à l'égard des dangers présentés par différentes drogues. Selon les autorités, les revendeurs de rue, bien qu'ils soient le plus souvent des étrangers, connaissent bien leur clientèle et ciblent les plus fragiles à la sortie des établissements scolaires. En avril 1998, un Iranien a notamment été arrêté en possession d'un millier de pilules de «speedball».

Les distributeurs rencontrent d'autant plus de succès que l'offre se diversifie et que les prix sont à la baisse. Selon le rapport qui a été présenté à UNGASS, cette aggravation de la situation est due «à la perte des valeurs», «aux influences étrangères selon lesquelles l'individu doit être libre de décider lui-même s'il peut prendre des drogues», «à la recherche du plaisir, comme le montrent aussi des comportements sexuels immoraux» et, enfin, au fait que «la famille est en train de perdre sa fonction éducative du fait de la diminution du nombre d'enfants». Au-delà de cette étonnante mise en cause du planning familial, il n'est guère contestable que la consommation des drogues par les jeunes soit la conséquence du fossé qui se creuse entre parents et enfants. Si le rapport incrimine le modèle culturel occidental, il s'abstient de souligner que c'est le modèle économique qui semble être le principal responsable du boom des stimulants. En effet, alors que les parents sont absorbés par le sacro-saint travail, trois générations après la guerre, les grands-parents semblent désormais avoir perdu leur rôle de ciment familial.

Inhaler des vapeurs de colle revient également à la mode parmi les élèves du secondaire. Les solvants de peinture sont devenus un marché tellement rentable qu'il est pris en main par les yakuza eux-mêmes. A Tokyo, deux syndicats du crime, le Kyokutokai Shinseikay et le Sumiyoishikai, se sont particulièrement investis dans la distribution du Toluène sur le marché local. Ces deux organisations recrutent des jeunes pour revendre dans la rue des flacons de 100 ml de ce produit au prix unitaire de 2 000 yens. La police de Shinjuku, l'un des quartiers les plus animés de la capitale japonaise, a dénombré 22 points de vente réguliers près de la gare. Les yakuza paient le bidon de 16 litres de Toluène 2 000 yens au prix de gros. La police estime que 2 200 flacons sont vendus en moyenne chaque jour, c'est à dire 800 000 flacons par an. Le profit s'élèverait annuellement à 1,6 milliard de yens. Ce type de consommation a bien sûr des effets sur la délinquance juvénile.

Début janvier 1998, la population japonaise était sous le choc après l'assassinat en pleine rue d'une petite fille à Sakai, dans la banlieue d'Osaka, par un adolescent qui a déclaré à la police qu'il «sniffait» de la colle depuis deux ans. Le meurtrier s'en était aussi pris à la mère de la fillette qu'il a frappée à coups de couteau de cuisine avant d'être maîtrisé par des passants. Suite à cette affaire, les autorités locales ont lancé un appel au gouvernement pour que soit renforcée la législation sur la vente des produits toxiques tels que la colle industrielle. Un autre sujet de préoccupation est la place prise par les filles parmi les consommateurs des drogues. Sur les 1 596 personnes arrêtées pour délits liés à la drogue en 1997 (essentiellement des stimulants), 60 % étaient du sexe féminin. Lorsque ces jeunes filles sont interrogées par la police sur leur motivation, certaines déclarent qu'elles «veulent essayer quelque chose de nouveau». Pour d'autres, c'est une façon de soulager leur anxiété ou de perdre du poids. D'autres consommatrices sont les prostituées mineures dont le nombre explose à Tokyo et dans les grandes agglomérations du pays. La société civile se mobilise pour affronter ce problème. Ainsi, le centre de réhabilitation pour toxicomanes fondé en 1985, dans le quartier de Nippori à Tokyo, fait des émules et

13 établissements du même type ont été ouverts dans tout l'archipel. Le Premier ministre Ryutaro Hashimoto (avant sa démission, en juillet 1998) avait lancé un plan de cinq ans qui prévoit en particulier une campagne d'éducation dans les lycées sur les dangers de la drogue. La commission chargée de le mettre en œuvre est directement placée sous l'autorité du chef du gouvernement. Quatre priorités ont été retenues : un effort de sensibilisation des jeunes en milieu scolaire ; des moyens supplémentaires pour les services de lutte contre la contrebande et le trafic ; des mesures pour accroître la coopération internationale et des moyens supplémentaires pour la réinsertion des toxicomanes.

Le rôle de l'argent des yakuza dans la crise

Une des raisons de l'adoption de la «Loi sur le crime organisé» du 1^{er} mars 1992, qui a mis fin à l'existence légale des sociétés yakuza, était que ces dernières, après avoir pénétré le secteur de l'immobilier, avaient commencé à investir leurs profits, provenant en particulier du trafic d'amphétamine, dans le secteur industriel. Ce processus représentait une menace pour les milieux d'affaires japonais. Selon les données recueillies par un groupe de magistrats européens spécialisés dans la lutte contre la grande criminalité financière⁶¹, la place prise par l'argent de la mafia dans l'économie japonaise a contribué à aggraver la crise financière qui frappe le pays. Celle-ci se traduit en particulier par l'accumulation de créances douteuses qui mettent en péril les banques japonaises. Elles étaient évaluées par les experts à Tokyo, en mars 1998, à la somme colossale de 800 milliards de dollars. Or, écrivent ces magistrats : «on estime à 30 % les créances résultant de prêts consentis directement ou indirectement aux yakuza, la puissante mafia japonaise dont l'intervention a été croissante dans l'immobilier à partir du milieu des années 1980». Après une frénésie de spéculation dans ce secteur, s'est ensuivi un effondrement des prix. Des sociétés de crédit immobilier, les *jusen*, ont fait faillite.

L'assainissement du système financier japonais, un préalable indispensable au redémarrage de la deuxième économie dans le monde, risque fort d'entraîner la faillite d'autres institutions financières. Cet assainissement doit aussi concerner la lutte contre l'emprise du crime organisé sur les banques, les maisons de courtage et les groupes immobiliers dont des cadres dirigeants ont été arrêtés pour avoir accepté de traiter avec les sokaya, la mafia spécialisée dans le chantage contre les entreprises. Le gouvernement a invité les banques du pays à faire le ménage aussi vite que possible et à révéler avec précision l'ampleur de leurs mauvaises créances. Mais la lenteur dont elles font preuve semble attester l'existence de nombreux scandales impliquant les organisations criminelles.

En tous cas, nombreux sont les chefs du syndicat du crime qui ont été placés dans des situations extrêmement précaires par la crise boursière et financière qui secoue le Japon et le reste de l'Asie orientale. Certains d'entre eux se sont même suicidés. D'autres essaient de se reconvertir. Selon des spécialistes internationaux de la lutte anti-blanchiment, ils tenteraient de se refaire en mettant sur pied de vastes opérations de blanchiment d'argent de la drogue, en particulier pour le compte d'organisations criminelles étrangères, au premier rang desquelles celles d'Amérique latine. Un autre trafic juteux est celui de l'immigration clandestine au Japon, en particulier celle venue de Chine. Dans ce domaine, les yakuza coopèrent avec les «Têtes de serpent», les organisations mafieuses chinoises.

⁶¹ Jean de Maillard [textes] et Pierre-Xavier Grézaud [illustrations] : *Un monde sans loi, la criminalité financière en images*, Paris : Stock, 1998.

AUSTRALIE

Bien que l'Australie soit un producteur de drogues (le cannabis représente un revenu agricole non négligeable dans certaines régions et, depuis une date récente, les laboratoires clandestins de drogues de synthèse s'y multiplient) ce pays est avant tout un marché de consommation. Les classes aisées participent aux tendances occidentales, comme le montre l'usage de la marijuana, de la cocaïne, de l'ecstasy et, plus récemment, de l'héroïne «sniffée». Les secteurs populaires sont assez hétérogènes, car aux côtés d'une classe ouvrière traditionnelle, on trouve, pêle-mêle, des secteurs de déclassés dont sont issus par exemple les membres des gangs de motards, des aborigènes vivant dans les villes et des membres des minorités ethniques. A l'exception des aborigènes qui sont surtout consommateurs d'alcool, ces populations consomment également de la marijuana, de l'amphétamine, mais aussi de l'héroïne injectée.

La situation géographique de l'Australie dans le Pacifique sud et l'existence de diasporas asiatiques sur son territoire, font qu'elle est approvisionnée facilement en héroïne, tandis que ses liens avec les pays occidentaux facilitent l'importation de drogues comme la cocaïne et l'ecstasy. Dans un pays qui connaît un système de protection sociale relativement étendu, il était naturel que le débat se développe au sujet de la mise en place de politiques de réduction des risques, et même de la dépénalisation de certaines drogues.

La palette des dérivés du cannabis

La consommation de dérivés du cannabis (marijuana, haschisch et huile) en Australie, selon des rapports officiels, est aussi répandue qu'aux États-Unis : en 1995, les consommateurs ayant fumé au moins une fois représentaient 31 % de la population de plus de 14 ans et jusqu'à 90 % des jeunes détenus. Les conditions écologiques de vastes régions du pays sont favorables à la culture du cannabis, en particulier les régions tropicales et tempérées de la côte est. Dans l'État du Queensland, les revenus tirés de cette production viennent au second rang des produits agricoles, immédiatement après la canne à sucre et bien avant le blé et le tabac (284 millions de dollars australiens – 1 dollars australien = 4 francs français – pour le cannabis et 44 millions pour le tabac au début des années 1990)⁶².

La montée des fascismes en Europe et la seconde Guerre mondiale ont provoqué une vague de migrants en Australie. Parmi ces derniers de nombreux Italiens du sud, des Albanais, des Roumains, des Yougoslaves, etc. Lorsque les Italiens appartenaient à des structures mafieuses, en particulier la mafia sicilienne et la 'Ndranghetta calabraise, elles se sont reconstituées dans ce nouvel environnement. L'Honorata Societa s'est organisée en particulier dans la Nouvelle-Galles du Sud et dans le nord du Queensland. Les fermiers italiens de ces régions se sont très rapidement spécialisés, avec la protection de certains élus locaux et de la police, dans la production et la commercialisation du cannabis. Un des plus importants foyer de production industrielle était la très fertile région de Griffith, à la limite des États de Victoria et de Nouvelle-Galles du Sud, dont la marijuana était destinée à Sydney, Melbourne, Adélaïde et même Brisbane.

À la fin des années 1970, à la suite de l'assassinat d'un député qui menaçait de dévoiler les liens entre L'Honorata Societa et la police de Griffith, l'action des forces de répression et l'apparition de l'héroïne

⁶² Advisory Committee on Illicit Drugs : *Cannabis and the Law in Queensland*, A Discussion Paper, July 1993.

(voir plus bas) ont abouti au démantèlement des structures mafieuses «italiennes». Le prix de la marijuana qui était resté stable pendant de nombreuses années a brusquement augmenté de 1 000 %. La production s'est alors déplacée dans les régions éloignées du nord du Queensland où vit également une communauté de fermiers italiens. Aujourd'hui, les plus importantes zones de production, en dehors de cette région, sont le sud du Queensland et le nord de la Nouvelle-Galles du Sud. La production de cannabis hydroponique s'est également développée sous serre un peu partout dans le pays. à la fin des années 1990, il existe des réseaux de distribution extrêmement diversifiés qui vont des réseaux d'amis pour les petits producteurs, aux organisations «italiennes», gangs de motards, etc. pour les producteurs de moyenne importance.

Des quantités relativement peu importantes par rapport à la production nationale sont importées du sud-est de la Papouasie Nouvelle-Guinée. La drogue y est chargée sur de petits bateaux ou même des pirogues qui traversent le détroit de Torres jusqu'à la pointe nord du Queensland et le port de Cairn. L'Australie reçoit également du haschisch, dont une importante saisie a été récemment opérée à Yeppoon (près du port de Rockhampton) et de l'huile de cannabis, principalement d'Asie du Sud-Est. En 1995, 5 tonnes de haschisch ont été saisies sur un chalutier près de Maryborough, sur la côte du Queensland. La drogue avait été transbordée à partir d'un cargo au large des côtes de Nouvelle-Calédonie. La quantité en jeu donne à penser qu'il s'agissait d'une activité de transit dont c'est un des seuls exemples dans le cas de l'Australie. La seconde vague d'héroïne (la première date des années 1970, lorsque des GI combattant au Vietnam passaient leur permission en Australie), au début des années 1990, a provoqué une baisse des importations de dérivés du cannabis, les trafiquants préférant prendre des risques sur un produit beaucoup plus rentable (de 40 à 50 dollars australiens le gramme, en fonction de sa pureté, vendu dans la rue).

les réseaux asiatiques de l'héroïne

En 1994, 300 000 personnes (2 % de la population) avaient pris de l'héroïne au moins une fois dans leur vie. Les morts par surdose d'héroïne injectée sont passées de 79 en 1979 à 620 en 1996 et on s'attend à ce que le problème continue de s'aggraver dans les prochaines années. En effet, une étude à l'échelle nationale portant sur 800 toxicomanes a montré que la moyenne d'âge du premier usage est de 16 ans et qu'il ne cesse de baisser. On signale même l'usage d'héroïne à partir de l'âge de six ans. Cependant, comme dans les autres pays occidentaux, dans les milieux aisés, la mode de l'héroïne sniffée progresse parallèlement. La production d'opium de l'île de Tasmanie, destinée à la fabrication de morphine vendue sur le marché mondial, ne fait l'objet que de petits détournements par des toxicomanes locaux qui fabriquent diverses mixtures pour leur usage personnel.

Selon des déclarations à la presse de responsables de la police, 3 t d'héroïne dont 10 % à peine sont saisis et qui représentent un marché local de 3 milliards de dollars américains, seraient introduites chaque année en Australie. Les réseaux d'héroïne se recrutent principalement dans la communauté asiatique. Malgré des lois très strictes pour limiter l'immigration en provenance de cette région du monde, l'Australie accueille des migrants et des réfugiés asiatiques depuis 200 ans. Ils sont à l'origine de la communauté de commerçants chinois établis dans les grandes villes du pays. Les trois dernières vagues ont eu pour source la fin de la guerre du Vietnam (boat people), la répression de la place Tiananmen (étudiants) et le transfert de Hong Kong à la Chine. Dans ce dernier cas, il s'agit d'hommes d'affaires qui, étant détenteurs de capitaux et parfois d'un passeport britannique, n'ont eu aucune peine à obtenir une autorisation de séjour.

Jusqu'à la fin des années 1970, la distribution de l'héroïne était entre les mains de gangs d'origine européenne : Italiens, Roumains, Albanais, Yougoslaves, etc. Les organisations criminelles asiatiques (en particulier les triades chinoises) ont pris le contrôle du trafic d'héroïne en Australie en profitant de l'immigration massive de chinois et de vietnamiens dans les années 1980. Elles bénéficiaient en effet de relais dans les pays producteurs (Triangle d'or) ou de transit (Chine, Hong Kong, Vietnam) et de contacts dans la communauté asiatique établie depuis longtemps en Australie.

Dans un rapport parlementaire de 1995 portant sur la criminalité organisée asiatique en Australie (Asian Organised Crime in Australia), on estime que les groupes chinois qui opèrent principalement à Sydney et à Melbourne ne sont pas des branches locales des triades, bien qu'ils aient des liens avec certaines d'entre elles, comme 14 K, Sun Yee On, Wo Tee Tong, Wo Shing-wo et Big Circle. Ces gangs importent l'héroïne et sous-traitent sa distribution à des gangs italiens, libanais, roumains et surtout vietnamiens (ou sino-vietnamiens).

Les deux plus importants parrains de l'héroïne ont été identifiés : un restaurateur chinois de Sydney immigré de Hong Kong en 1976, Duncan Lam Sakcheung (surnommé «Big Nose» Cheung), principal importateur, et un Vietnamien de 42 ans (dont le nom n'a pas été révélé par la police), le distributeur en chef. Le second s'est fait remarquer en perdant plus de 20 millions de dollars dans le plus important casino de Sydney au cours des deux dernières années. Le premier, qui travaillerait à la fois pour les triades 14 K et la Wo Shing-wo, est en fuite depuis la saisie, à Sydney le 4 mai 1998, de 78 kilogrammes d'héroïne cachés dans 800 cartons de boîtes d'ananas en provenance de Chine. On pense qu'après avoir échappé à la police australienne il s'est réfugié dans le sud de la Chine. Le 7 juillet 1998, une saisie de 91 kg, dont le commanditaire était un Chinois détenant un passeport britannique, a été effectuée à Sydney. La drogue venait de Xiamen en Chine d'où elle avait été expédiée dans un conteneur transportant des équipements ménagers.

Le plus connu des gangs vietnamiens est le 5T (nom qui vient d'un tatouage porté par certains de ses membres) qui opère en particulier dans le quartier de Cabramatta à Sydney et se livre à toutes sortes d'activités qui vont du racket à la fabrication de fausses cartes de crédit en passant par le jeu clandestin. Les gangs vietnamiens tentent actuellement d'avoir leur propre source d'approvisionnement, à partir du Vietnam, en héroïne produite en Birmanie et au Laos, comme l'ont révélé plusieurs saisies au cours des dernières années. Ainsi, les douanes de Nouvelle Zélande ont saisi à l'aéroport d'Auckland, à la mi-juillet 1998, 10,3 kg d'héroïne sur deux Vietnamiens en provenance de Bangkok et qui se rendaient en Australie.

Le melting pot des drogues

L'amphétamine se situe immédiatement après les dérivés du cannabis pour le nombre des consommateurs : en 1995, ils s'élevaient à 6 % de la population adulte. Le 2 juin 1997, ont été saisis à l'aéroport de Tasman Bond, à Sydney, 8,9 kg d'ecstasy, dissimulés dans des colis contenant des tulipes en bois pour la décoration venant des Pays-Bas. La drogue était destinée à un quartier du centre ville où les *rave parties* connaissent un grand succès. Mais cette drogue est également fabriquée en Australie : en février 1997, un laboratoire a été démantelé et 20 kg de métamphétamine saisis. Une vaste opération de police dans les boîtes de nuit de la Gold Coast (zone s'étendant de Sydney à Melbourne), en juin 1998, a permis de saisir 4 000 cachets d'ecstasy, 546 cachets d'amphétamine, 3 271 timbres de LSD, ainsi que de la marijuana et de la cocaïne. Mais le plus grave problème, selon la police, a été la découverte durant cette opération de 15 000 faux cachets d'ecstasy qui étaient en fait un cocktail d'amphétamine, d'éphédrine, d'héroïne, de caféine ou de LSD. Toujours selon la police, leur apparition aurait été liée à la

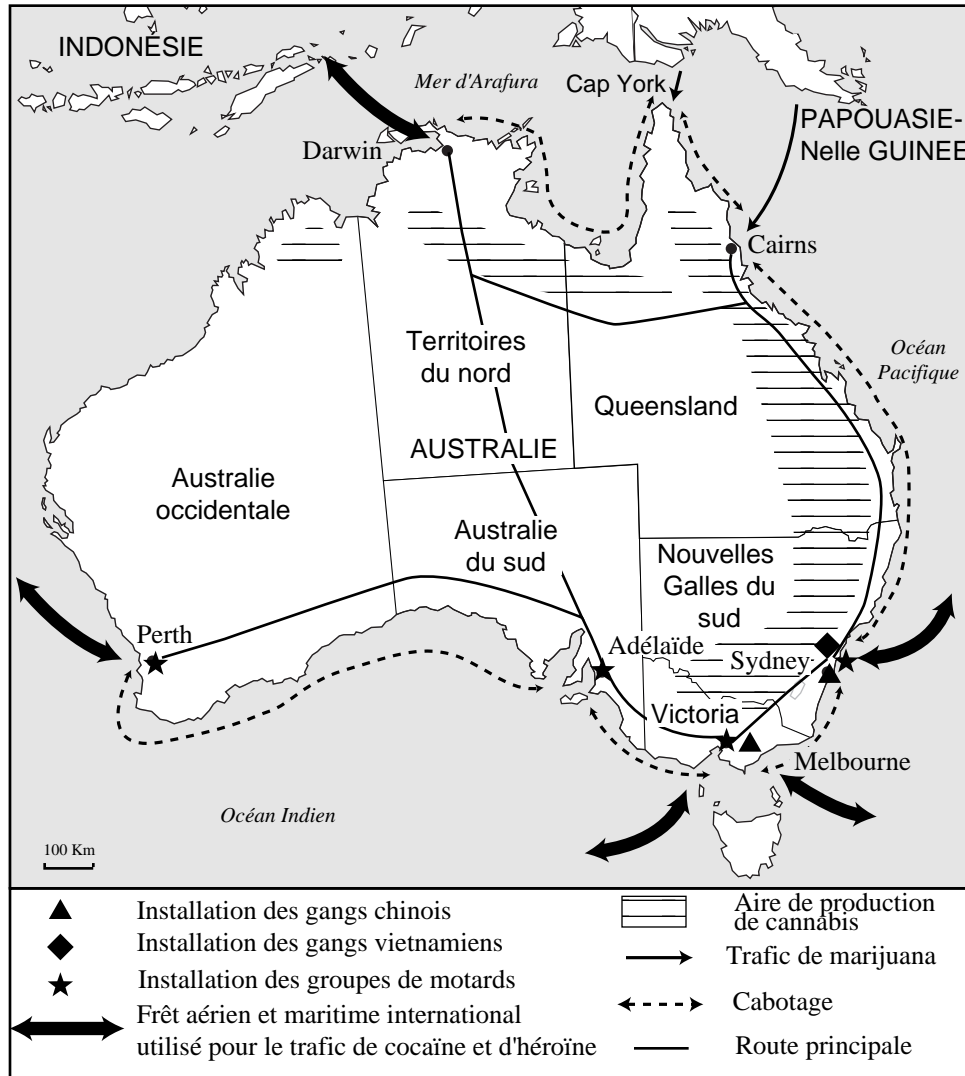
destruction de plusieurs laboratoires d'ecstasy, ce qui aurait conduit les chimistes à fabriquer des cachets avec ce qu'ils avaient sous la main.

La cocaïne, du fait de son prix élevé (il peut atteindre jusqu'à 500 dollars australiens le gramme très pur), reste surtout consommée dans des milieux riches et «protégés» de façon récréative, durant les week-ends. Cependant, une enquête dans les prisons révèle que 15 % des jeunes détenus et 27 % des adultes en ont déjà consommé. Durant les années 1996 et 1997, plusieurs saisies de quelques kilogrammes ont été effectuées à l'aéroport de Cairn et à Sydney. En mai 1997, la police argentine a saisi 30 kg de cocaïne, «destinés à être envoyés en Europe et en Australie». En juillet 1997, quatre citoyens des États-Unis ont été arrêtés à l'aéroport de Sydney en possession de 10 kg de chlorhydrate de cocaïne. Ils s'étaient embarqués au Pérou sur *Aerolineas Argentinas* pour gagner l'Australie via l'Argentine et la Nouvelle Zélande. En mai 1998, ce sont plusieurs mormons américains qui ont été arrêtés alors qu'ils tentaient d'introduire de la cocaïne en Australie. Ces affaires montrent qu'il existe bien une demande significative dans le pays.

Les gangs de motards et le poly-traffic

Les gangs de motards (*Bike gangs* ou *Bikies*) jouent un rôle très important dans la distribution de toutes les drogues en Australie. Ils sont remarquablement organisés et entretiennent des relations avec leurs homologues Hell's Angels de Nouvelle Zélande et des États-Unis. Avant même de s'investir dans le trafic des drogues, ils s'adonnaient aux attaques à main armée, trafics d'armes, vols de véhicules et à la prostitution, le tout sur fond de guerres des gangs. Un des gangs les plus redoutables, est The Coffin Cheaters (littéralement «trompe-cercueils»), équipé, selon la presse australienne, d'armes à la «Terminator». Ils jouissent parfois de complicité au niveau des autorités locales, de la police, des prisons (où toutes les drogues sont largement disponibles) et, selon un rapport confidentiel de la Marine, des marins ont même aidé des membres d'un gang de motards à soustraire des armes et des explosifs des entrepôts de la marine de guerre à Sydney. Afin de tirer le maximum de profit de la chaîne des drogues, les motards cultivent eux-mêmes de la marijuana. Il fabriquent également de l'amphétamine, généralement avec des précurseurs chimiques volés dans les entrepôts. Parmi leur clientèle figurent en particulier les clubs culturistes (stéroïdes), les maisons closes (héroïne, amphétamine, marijuana) et les *rave parties* (ecstasy et autres stimulants synthétiques, LSD, marijuana).

Dans le cadre de l'«Opération Gynea», qui visait en particulier les gangs de motards, à la fin du mois de novembre 1997, deux laboratoires d'amphétamine ont été découverts, de la marijuana et de l'héroïne saisies, 21 personnes arrêtées (parmi lesquelles un chimiste et un homme d'affaires) et des biens d'une valeur de 2 millions de dollars australiens confisqués. Plusieurs policiers qui collaboraient avec les gangs visés ont été déférés devant la justice. Quelques semaines plus tard, l'«Opération Panzer» visait, dans tous le pays (la province de Victoria, et les villes d'Adélaïde, Sydney et Perth), le gang des motard «Bandidos», rivaux des Hell's Angels : 14 motards ont été arrêtés, de l'héroïne et de l'amphétamine, ainsi que des *Kalachnikov*, saisis.



© OGD 1998

Carte VI : Production et trafic de drogues en Australie

Le débat sur la réduction des risques

En novembre 1993, à l'initiative de deux députés, Ann Simonds et Michael More, un Groupe parlementaire pour la réforme de la législation en matière de drogue (Australian Parliamentary Group for Drug Law Reform) a été créé à Canberra. En septembre 1997, une centaine de parlementaires appartenant à plusieurs partis (Travailleuse, Libéral, Vert, Démocrate) ainsi que des indépendants et des représentants de la société civile, ont signé sa charte qui proposait notamment la dépénalisation (*decriminalization*) de l'usage de marijuana, la légalisation de l'usage médical de cette drogue et la distribution d'héroïne à certaines catégories de toxicomanes. Dans les États de l'Australie du Sud, et dans le Territoire de la capitale australienne, la dépénalisation de l'usage de marijuana a été obtenue. La législation a été amendée pour permettre l'échange des seringues au niveau national.

Après que différentes études aient été menées dans tout le pays, cinq États ou territoires sur huit – Victoria, Australie du Sud, Nouvelle-Galles du Sud, Tasmanie et le Territoire de la capitale – approuvaient en juillet 1997 une expérience de distribution d'héroïne inspirée du modèle suisse. Mais le 19 août, le Premier ministre libéral, John Howard, opposait son veto à l'initiative en déclarant qu'elle constituerait un «signal erroné» à la population. Il ajoutait cependant qu'il était prêt à appuyer toute «expérience innovante». Les États-Unis étaient intervenus dans le débat pour critiquer le projet et un certain nombre d'Églises pour appuyer le Premier ministre. Sa décision provoqua des désaccords jusqu'à l'intérieur du cabinet. En juin 1998, le Premier ministre de l'État de Victoria a mis son veto au programme de distribution expérimental d'héroïne à Melbourne. Mais le débat est loin d'être clos.